ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

# lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1607 – 30 avril 1999 – prix : 9F

## Yougoslavie

# • A bas la guerre de l'OTAN!
# • A bas la «purification ethnique» de Milosevic!
# • Droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes!

AFP

M 6189 - 1607 - 9,00 F

# SOMMAIRE


**Leur société**
4 – Semaine «d'initiatives» syndicales sur les 35 heures
– Aubry aux patrons : c'est ma (seconde) tournée
5 – La Couverture maladie universelle
– Travail de nuit des femmes : plus de flexibilité
– Un «lycée Pailleron» brûle
6 – Le Premier Mai à 110 ans
14 – Eau : des factures de plus en plus salées

**Tribune**
6 – A bas la guerre contre les peuples

**Kosovo**
7 – A bas la barbarie impérialiste et celle de Milosevic
– Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
8/9 – Serbie : la population victime des bombardements et de Milosevic
– Draskovic : un monarchiste nationaliste
– Le coût de la guerre
– Le Kremlin et l'intervention de l'OTAN
– Effets de manche chiraquiens

**Dans le monde**
10 – Grande-Bretagne : attentats racistes
– Djibouti : prisonniers politiques menacés de mort

**Dans les entreprises**
11 – La Poste
12 – 35 heures à la SNCF
– Gare de l'Est (Paris)
– Ile de la Réunion
13 – Peugeot Mulhouse
– Peugeot Poissy
14 – La Soudure moderne (Argentan)

**Il y a 80 ans**
15 – Les huit heures : suite et fin

**La Fête**
16 – Le programme


# Réunions publiques

## avec ARLETTE LAGUILLER et ALAIN KRIVINE

**• NANCY**
*Dimanche 2 mai à 16 heures*
Palais des Congrès
Rue du Grand Rabbin Haguenauer

**• TOURS**
*Mardi 4 mai à 20h30*
Salle Polyvalente des Halles
(Place Gaston Pailhou)

**• REIMS**
*Mercredi 5 mai à 20h30*
Salle du Champ de Mars
39bis, rue du Champ de Mars

**• PERPIGNAN**
*Vendredi 7 mai à 20h30*
Salle MAILLOLES
5, rue des Glycines,
quartier Mailloles

**• CLERMONT-FERRAND**
*Mardi 11 mai à 20h30*
Maison du Peuple

**• BREST**
*Mercredi 12 mai à 20h30*
Salle Marc Orlan
rue de la Poste

**• GRENOBLE**
*Lundi 17 mai à 20 heures*
Auditorium d'ATRIA-Europole
Place Robert Schuman
Trams A et B, arrêt:
Gares-Europole

## avec ARLETTE LAGUILLER

**• Saint-Chamond (Loire)**
*Jeudi 29 avril à 18h 30*
Salle Gérard-Philipe
(ex-Hôtel-Dieu)

**• Fourmies (Nord)**
*Vendredi 30 avril à 20heures*
Salle des fêtes
de Wignehies

**• Lens**
*Dimanche 9 mai à 16h*
Salle René Houdart

## À tous ceux qui voudraient soutenir la liste LO/LCR

**Depuis un mois maintenant nous sommes entrés officiellement en campagne pour assurer le succès de la liste commune LUTTE OUVRIERE- LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine pour les élections européennes.**

**Déjà des personnes ou des organisations ont tenu à manifester leur soutien à notre liste. Nous demandons instamment, à tous ceux qui souhaiteraient nous aider, de ne pas prendre d'initiative avant d'avoir pris contact avec un responsable de la Ligue Communiste Révolutionnaire ou un responsable de Lutte Ouvrière. Il faut en effet examiner ensemble le cadre légal dans lequel ces actions peuvent se placer, et être ainsi en mesure de respecter les règles définies pour ces élections. Nous les en remercions d'avance.**

## LES AFFICHES DE LUTTE OUVRIÈRE

Elles apparaissent ces jours-ci, les affiches éditées par Lutte Ouvrière et destinées à developper nos thèmes de campagne sur les murs. Nous publions quelques-uns de nos slogans comme illustrations de ce journal.

Rappelons aussi à tous nos camarades colleurs d'affiches que nous leur demandons instamment de ne pas endreindre les interdictions d'afficher. Merci !

**Pour équilibrer les comptes de l'Etat, le gouvernement trouve plus facile de voler les retraites des travailleurs que de taxer suffisamment les profits fabuleux des grandes entreprises.**
**Arlette Laguiller**
**lutte ouvrière**

**Moins de profits pour plus d'emplois !**
**Plus d'impôts sur les grandes sociétés pour moins de restrictions sur la santé, l'éducation et les services publics !**
**Arlette Laguiller**
**lutte ouvrière**

## SOUSCRIPTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

ATTENTION : tous les dons sont à envoyer à Monsieur Jean-Pierre DEFFEYES, mandataire financier d'Arlette Laguiller, désigné le 19 décembre 1998, C/O Lutte Ouvrière BP 233, 75865 Paris Cedex 18 ou C/O Ligue Communiste Révolutionnaire, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

Conformément à l'article L. 52-9 du Code électoral, ce mandataire financier, désigné le 19 décembre 1998, est seul habilité à recueillir des dons en faveur de Mme Arlette Laguiller dans les limites précisées à l'article L. 52- 8 du Code électoral reproduit ci-dessous :

### Article L. 52-8 : Réglementation des dons

Les dons consentis par une personne physique dûment identifiée pour le financement de la campagne d'un ou plusieurs candidats lors des mêmes élections ne peuvent excéder 30000 F.

Les personnes morales, à l'exception des partis et groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués.

Tout don de plus de 1000 F consenti à un candidat en vue de sa campagne doit être versé par chèque.

Le montant global des dons en espèces faits au candidat ne peut excéder 20 p. 100 du montant des dépenses autorisées lorsque ce montant est égal ou supérieur à 100000 F en application de l'article L. 52-11.

Aucun candidat ne peut recevoir, directement ou indirectement, pour quelque dépense que ce soit, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger.

Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 52-1, les candidats ou les listes de candidats peuvent recourir à la publicité par voie de presse pour solliciter les dons autorisés par le présent article. La publicité ne peut contenir d'autres mentions que celles propres à permettre le versement du don.


## LUTTE OUVRIÈRE

*Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste*

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.



Adresser toute correspondance à :
**LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE**
**internet : http://www.worldnet.fr/~lo-uci e-mail : lo-uci@worldnet.fr**



La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13 200 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.


**SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!** Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

| | LUTTE OUVRIÈRE | | LUTTE DE CLASSE |
|---|---|---|---|
| | 1 an | 6 mois | (1 an soit 10 n°) |
| **France DOM-TOM** | 300 F | 160 F | 100 F |
| **DOM-TOM, voie aérienne** | 390 F | 200 F | 140 F |
| **Europe** (soit zone postale1) | 420 F | 210 F | 100 F |
| **Autres pays, voie ordinaire** | | | |
| – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) | 450 F | 230 F | 140 F (comme voie aérienne) |
| – Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) | 520 F | 270 F | 140 F |
| – Océanie (soit zone 4) | 540 F | 280 F | 140 F |
| **Autres pays, voie aérienne** | | | |
| – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) | 480 F | 250 F | 140 F |
| – Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) | 540 F | 280 F | 170 F |
| – Océanie (soit zone 4) | 660 F | 340 F | 210 F |

**Envois sous pli fermé : tarifs sur demande**

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

# L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

# DIS-MOI QUI TU DÉFENDS, JE TE DIRAI QUI TU ES

Il est de plus en plus clair que les bombardements de l'OTAN, loin d'avoir aidé en quoi que ce soit les Albanais du Kosovo, ont au contraire considérablement aggravé leur sort, en permettant à Milosevic de museler toute opposition à sa politique et de procéder à la déportation de populations entières. Mais les puissances de l'OTAN sont bien décidées à poursuivre la même politique. Elles sont, disent-elles, patientes et ont tout leur temps. Et qu'importent les conditions de vie épouvantables des réfugiés kosovars qui s'entassent dans des camps de fortune : ce ne sont pas pour eux qu'elles sont intervenues, mais pour contraindre Milosevic à reconnaître leur droit à décider ce qu'il a le droit de faire ou pas, comme les « juges de paix » du milieu essaient de faire régner un semblant d'ordre parmi les truands !

En France, le triste bilan de cette opération n'a pas entamé le parfait accord qui règne depuis le début des bombardements sur la Yougoslavie entre Chirac et Jospin. L'un est pourtant ouvertement de droite, et l'autre se dit socialiste. Mais ils ont l'un et l'autre la même ambition : défendre les intérêts de la bourgeoisie française, et quand ils estiment nécessaire de faire parler la poudre pour cela, ils sont capables d'oublier l'antagonisme de leurs ambitions personnelles, bien plus en tout cas que les dirigeants du RPR ou de l'UDF entre eux !

Mais il n'y a pas que sur le terrain de la politique extérieure que rien ne sépare vraiment la politique de la droite de celle de la gauche dite plurielle. Voilà près de deux ans que Jospin a constitué son gouvernement, en déclarant qu'il allait s'attaquer en priorité au chômage (comme l'avaient fait tous ses prédécesseurs depuis plus de vingt ans). Et les unes après les autres, les grandes entreprises continuent de supprimer des emplois. Ces jours-ci c'est, entre autres, le pétrolier Elf et le trust de l'informatique IBM qui ont annoncé des réductions importantes d'effectifs. Parce que ces secteurs sont en récession ou parce que leurs affaires vont mal ? Pas du tout ! Mais pour augmenter encore leurs bénéfices !

C'est un système économique dément que celui où une poignée de gros actionnaires peut décider, pour s'enrichir encore plus, de supprimer des milliers d'emplois, et donc de condamner des milliers de personnes au chômage. C'est un système inique que celui où une petite minorité de gens, qui n'ont eu quelquefois d'autre peine que d'hériter de la fortune de papa, a tous les pouvoirs de décisions économiques, alors que la grande masse des hommes et des femmes dont le travail a permis de développer ces entreprises n'en a aucun. Mais c'est le système que défend Jospin, tout comme Chirac. Et le gouvernement ne fera rien pour s'opposer à ces mesures qui vont encore aggraver la situation de l'emploi, parce qu'il ne veut surtout pas s'en prendre au droit des capitalistes de gérer leurs entreprises comme ils l'entendent, même si cela se fait aux dépens de la grande majorité de la population.

Les défenseurs de ce système prétendent qu'ils défendent le droit à la propriété. Mais il serait plus honnête de dire qu'ils défendent le droit à la propriété d'une poignée de privilégiés. Car combien de travailleurs ont tout perdu ces dernières années, leurs maigres biens, leur appartement, la modeste maison fruit d'années de privations et d'économies, parce qu'ils ont été réduits au chômage, et parfois à la misère ?

Lutter contre le chômage, cela impliquerait de s'en prendre au droit absolu du grand patronat sur les entreprises, de lever le secret bancaire et le secret commercial pour permettre à chacun de voir d'où viennent et où vont les richesses produites ; de réquisitionner les entreprises qui font des bénéfices et qui osent licencier quand même.

C'est pour permettre aux travailleurs de dire par leur vote que c'est cette politique-là qu'ils voudraient voir appliquer que Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire se présenteront aux prochaines élections européennes.

# Corse BONNET D'ÂNE POUR LES GENDARMES

Trois gendarmes arrêtés à la suite d'une louche affaire d'incendie de restaurant sur une plage proche d'Ajaccio, cela fait décidément mauvais effet alors que le gouvernement est engagé depuis un an dans une opération dite « *de rétablissement de l'Etat de droit* » dans l'île à la suite de l'assassinat du préfet Erignac.

Les trois gendarmes faisaient, on le sait, partie du GPS, le Groupe de Pelotons de Sécurité de la gendarmerie, super-police créée spécialement l'an dernier, mise sous les ordres directs du successeur du préfet Erignac, le préfet Bernard Bonnet, et chargée notamment de mettre la main sur les assassins. Leur comportement dans l'affaire, où ils ont laissé consciencieusement derrière eux des pièces à conviction attestant leur présence au moment de l'incendie du restaurant, ne témoigne pas vraiment de la haute valeur de ces policiers d'élite. Cela explique peut-être en partie pourquoi ils piétinent depuis un an, et en tout cas pourquoi le GPS a, paraît-il, déjà reçu à Ajaccio le surnom de « Groupe de Pyromanes Stagiaires »...

En Corse, beaucoup dénoncent depuis un an les méthodes très spéciales du préfet Bonnet, qui semble-t-il ne se préoccupe pas trop de légalité quand il s'agit de faire agir ses hommes. En l'occurrence le restaurant visé aurait été une construction abusive et l'opération des gendarmes une tentative directe d'intimidation, un « coup tordu » dans lequel ces policiers très spéciaux auraient employé les mêmes méthodes que celles souvent utilisées par les divers clans qu'ils sont censés combattre.

Convoqué à Paris par le ministre de l'Intérieur, Chevènement, le préfet Bonnet est cependant retourné en Corse sans être désavoué. Apparemment, il est « couvert » et fera sans doute porter aux trois gendarmes le chapeau, voire... le bonnet d'âne.

Tout cela apporte bien sûr de l'eau au moulin des nationalistes qui dénoncent la politique de l'Etat en Corse. Mais ce ne serait certes pas la première fois que l'Etat français aurait recours à ce type de méthodes, dignes du temps des « barbouzes » : actes d'intimidation, enlèvements, sabotages, faux témoignages, de l'affaire des Irlandais de Vincennes à celle du Rainbow Warrior, on a vu de quoi sont capables ses services parallèles, et pas seulement sur l'île de Beauté. Et pour les quelques coups tordus qui ont été révélés, combien d'autres sont restés inconnus du public parce que leurs auteurs, malgré tout, ne sont pas toujours aussi maladroits que les trois super-gendarmes de la plage d'Ajaccio ?

Bien sûr, la Corse est marquée par sa situation particulière, par la présence de diverses mafias, par la dégénérescence plus ou moins mafieuse de divers groupes nationalistes. Mais tout cela ne pourrait prendre une telle importance si l'économie de l'île n'était pas aussi délabrée, à l'image du délabrement économique général encore aggravé, dans ce cas, par l'insularité. Et ce n'est pas l'intervention de l'Etat qui y changera quoi que ce soit, à en juger par ses méthodes. Apparemment, elles ne valent guère mieux que celles des mafias locales, et se soucient plus de régler des comptes que d'enrayer la dégradation de la situation sociale.

**Roger MEYNIER**

## Semaine « d'initiatives » syndicales sur les 35 heures

# LE GRAND FLOU !

**Du 25 au 29 mai, quatre confédérations syndicales, la CGT, la CFDT, la CFTC et la CGC, appellent à une semaine « d'initiatives décentralisées » sur l'emploi et la réduction du temps de travail. Dans un communiqué, elles ont annoncé que « *le moment est venu pour les salariés d'exprimer plus fortement leur volonté de déboucher sur des négociations et des accords de réduction du temps de travail avec les créations d'emplois correspondant à tous les niveaux de qualification.* » Il s'agit de « *sensibiliser les salariés* » en mettant en œuvre « *des initiatives décentralisées, fortes, visibles, pour appuyer ces exigences concrètes* ».**

Les dirigeants syndicaux ne peuvent en effet cacher que cette loi des 35 heures n'a pas servi à créer d'emplois (la presse donne le chiffre de 43 500 emplois créés seulement) ! Et surtout, pour tous les travailleurs et tous les militants syndicaux, de base en tout cas, il est évident que dans la plupart des entreprises l'accord des 35 heures a été un moyen pour les patrons d'introduire la flexibilité, l'annualisation, la banalisation du travail le samedi et le dimanche, la déduction des temps de pause et même, de fait, une diminution de salaire.

Mais les syndicats qui appellent à cette semaine d'initiatives ne dénoncent même pas clairement ces attaques.

Nicole Notat pour la CFDT a déclaré au journal *Les Échos* que « *le temps est venu de connaître les règles du jeu si l'on veut que les entreprises embrayent* », comme si la deuxième loi Aubry pouvait établir des « *règles du jeu* » favorables aux travailleurs.

Du côté de la CGT, qui apparaît pourtant plus combative sur ce terrain en particulier, cela n'est pas plus clair. Maryse Dumas, secrétaire de la CGT, se félicite dans l'*Hebdo VO* du 23 avril de l'unité des quatre syndicats signataires car cela se traduit, selon elle, par « *la construction de repères et d'argumentations convergents sur les enjeux principaux de la loi* ». Mais de quels repères et de quelles argumentations s'agit-il ?

Justement, les militants syndicaux aimeraient bien, eux, des « repères » pour s'y retrouver. La CGT signe, d'après l'*Hebdo VO*, à peu près 20 % des accords. Il y aurait donc de bons accords ? La direction de la CGT l'avait effectivement expliqué lors de la signature de l'accord sur le textile, contrairement à celui de la métallurgie qu'elle n'avait pas signé, alors qu'en réalité ils se ressemblaient comme deux gouttes d'eau. Alors, que faut-il comprendre ?

Maryse Dumas avoue dans le même interview que « *la signature par la CGT de certains accords importants a largement fait débat.* » Mais elle ajoute : « *De celui-ci nous sortons grandis… Nous apprenons à mieux nous approprier pour les porter plus loin les points positifs d'accords que nous ne signons pas et à combattre de façon plus efficace les points négatifs d'accords que nous avons signés* ». La secrétaire de la CGT ne voit apparemment aucun problème dans le fait que les syndicalistes se retrouvent dans une position défensive à combattre « des points négatifs » d'accords… qu'ils ont signés, ce que bien des travailleurs sont en droit de leur reprocher.

Tout cela ne contribue ni à éclaircir les problèmes ni par conséquent à remonter le moral des travailleurs. Malheureusement, cela contribue plutôt à renforcer l'idée que, de toute façon, « on ne peut rien y faire ». C'est un coup de plus au moral.

Cette semaine d'initiatives pourrait être une manière d'exprimer la colère des travailleurs contre ces sales coups. Mais encore faudrait-il pour la préparer et en faire un succès que les syndicats dénoncent les choses clairement et fixent clairement les objectifs. Pour l'instant, on ne sait même pas comment se traduira cette semaine d'initiatives, en quoi cela consistera. Tout cela reste dans le vague.

Alors tous les travailleurs qui chercheront à s'appuyer sur cet appel pour entraîner leurs camarades à exprimer leur opposition aux attaques patronales auront bien raison. Mais avec ce grand flou, les directions syndicales ne les y aideront vraiment pas.

**Aline RETESSE**

## AUBRY AUX PATRONS

# « C'EST MA (SECONDE) TOURNÉE »

**On commence à parler de la seconde loi sur les 35 heures qui devrait être discutée dans les mois qui viennent, puisque son application est prévue pour le 1er janvier 2000.**

Les dirigeants du PCF, des Verts, de la CGT adoptent aujourd'hui des attitudes de fermeté verbale. Il faudrait, disent-ils, que cette seconde loi soit plus contraignante à l'égard des patrons que ne l'était la première. C'est avouer, avec beaucoup de retard et beaucoup d'hypocrisie, que ce qui s'est fait en la matière ne correspondait ni à l'attente des travailleurs ni à leurs intérêts. Ainsi donc on leur aurait menti ? Pas « *à l'insu de leur plein gré* » en tout cas.

A cet égard, le site internet du ministère du Travail est pourtant clair et précis en ce qui concerne tous les avantages que les patrons peuvent attendre de la mise en place de ces prétendues 35 heures, donc des désavantages que vont subir les salariés. Car la mise en œuvre de la première loi, qui doit servir – Aubry l'a dit et répété – d'ébauche à la seconde, ne correspond ni à une réelle baisse des horaires ni au maintien des rémunérations antérieures, mais à la mise en place de règles qui laissent les mains libres aux patrons.

Ça n'est pas nous qui le disons, mais la ministre et ses services. Alors mieux vaut citer le site.

Ainsi par exemple, et ça n'est pas un détail, les pauses casse-croûte, les temps de douche, etc. ne seront plus comptés dans le travail effectif. Jusqu'alors nombre de salariés, en particulier ceux qui travaillent en équipes, avaient droit à une pause de 20 minutes ou d'une demi-heure au bout de six heures de travail. Ces pauses étaient considérées comme faisant partie du temps de travail. Dans de nombreux accords les patrons ont imposé, et des syndicats ont signé, que ces temps de pause seraient exclus « du travail effectif ». De ce fait le temps de travail officiel peut diminuer… sur le papier sans que les travailleurs travaillent une minute en moins. Martine Aubry loin de s'insurger contre ces arnaques, loin de parler de « *détournement de l'esprit* » de sa loi, légitime ces pratiques. Après avoir précisé que le « *travail effectif… est le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupation personnelles* », le site ministériel précise que le temps de pause « *n'est pas pris en compte comme temps de travail effectif* », sauf exceptions prévues « *expressément par conventions ou accord collectif* », c'est-à-dire au gré des patrons. C'est donc qu'aller aux toilettes pendant la pause prévue, manger son casse-croûte ou simplement souffler, forcément à l'usine ou au bureau, c'est « *vaquer à des occupations personnelles* ». De même que le temps d'habillage n'est pas considéré par Aubry et par la plupart des patrons comme « *temps de travail effectif* ». Mettre son bleu ou sa blouse relève sans doute d'un futile souci de coquetterie qui n'aurait aucun rapport avec le travail.

Autre précision destinée à sonner agréablement aux oreilles patronales : nombre de patrons considèrent que le temps de formation des salariés, dont ils sont les bénéficiaires, au sens plein de ce terme, devra être à la charge des salariés et non considéré comme temps de travail. Martine Aubry opine : « *Le co-investissement formation,* lit-on sur ce même site, *permet, dès lors que la formation aboutit à un diplôme ou une qualification validée et reconnue, de conjuguer l'effort financier de l'entreprise et celui du salarié qui doit s'engager à réaliser sa formation en partie en dehors du temps de travail* ». On voit surtout comment le co-investissement gouvernement-patronat vient épauler ce dernier.

Mais les effets parmi les plus nocifs pour les travailleurs, ce sont ceux introduits par l'annualisation du temps de travail et la flexibilité des horaires qui étaient pour une bonne part entrées dans la pratique, mais qui seront désormais officialisées. Que dit Martine Aubry, toujours par site internet interposé ? : « *Si l'entreprise connaît des semaines de forte activité et des semaines de basse activité, il est possible de faire varier la durée hebdomadaire en respectant la moyenne fixée dans l'accord (moyenne calculée sur l'année ou sur une période de plusieurs semaines)* ». Adieu le paiement majoré des heures supplémentaires et bonjour les horaires modulés au gré des besoins de la production.

Ce sont là quelques échantillons – dont ne peuvent faire semblant de s'étonner que ceux qui ont feint de ne pas voir la réalité – de ce que propose Aubry, et pour sa première loi, et pour la seconde, qu'elle n'envisage nullement d'infléchir dans un sens favorable aux salariés. Sinon, elle le dirait, et le gouvernement avec. Mais on ne peut pas à la fois faire des courbettes et des gestes en faveur des patrons et en même temps s'occuper des intérêts des travailleurs. Aubry and co ont choisi leur camp, et leur site l'indique (inter) nettement.

**C. B.**

## Couverture maladie universelle

# JOSPIN-AUBRY DANS LES PAS DE JUPPÉ

**Mardi 27 avril à l'Assemblée nationale, Martine Aubry a ouvert les débats sur son projet de Couverture Maladie Universelle (CMU), qu'elle présente comme destinée à réduire les inégalités d'accès aux soins. La CMU s'appliquerait à 150 000 personnes sans aucune couverture médicale et à 6 millions d'autres n'ayant pas les moyens de souscrire une assurance complémentaire alors que celle de la Sécurité sociale n'a cessé de se réduire comme peau de chagrin.**

Cela, c'est pour la vitrine. C'est ce que le gouvernement veut donner à voir à six semaines d'une élection européenne où il a bien du mal à afficher un air « social ».

Mais derrière les grandes phrases de circonstance, il y a la réalité d'un projet qui sert de prétexte à une attaque en règle contre les salariés et leur accès aux soins.

Aubry s'en est d'ailleurs à peine cachée : depuis des mois, elle se défend d'alourdir ainsi les dépenses sociales. Pourtant, la CMU coûtera entre 6 et 9 milliards de francs. D'où tirera-t-on cet argent ?

D'abord, on demandera une contribution, non pas aux firmes du médicament qui prospèrent sur le dos de la Sécurité sociale ni aux grandes sociétés dont les versements sociaux n'ont cessé de baisser sous tous les gouvernements, mais aux plus démunis, aux bénéficiaires de la CMU auxquels on prendra une « *cotisation symbolique* » de 150 F ! Comme cela ne suffira pas, le gouvernement a prévu de taper dans le budget d'aide sociale des départements. Enfin, mais Aubry préfère ne pas détailler ce volet de sa loi devant le grand public, le gouvernement prendra des mesures de « *maîtrise des dépenses médicales* » et demandera à la Sécurité sociale de se montrer plus « *vigilante* ». En clair, on va à nouveau réduire certains remboursements pour toute la population sous prétexte d'élargir la couverture sociale à tous !

Pour toute critique, les députés du PCF, avec des députés Verts, ont demandé que le plafond d'accès à la CMU soit porté de 3 500 F à 3 800 F, ce qui reste dérisoire. Même si le seuil fixé par Aubry est scandaleusement bas (il exclut des dizaines de milliers de personnes touchant 3 540 F par mois, ce qui correspond précisément au minimum-vieillesse et à l'allocation adulte handicapé !), à qui fera-t-on croire qu'avec 3 800 ou 4 000 F on aurait les moyens de se soigner véritablement ?

Et puis, il y a un autre aspect, pas moins révoltant, de la loi Aubry sur lequel se font discrets ceux qui aimeraient la colorier en rose un peu plus vif. La CMU donne le choix à ses bénéficiaires de se faire couvrir par une CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie), par une mutuelle ou encore par une assurance privée. La loi prévoit même une garantie plus étendue dans le temps… pour ceux qui s'adresseront au secteur privé !

Aubry-Jospin marchent donc sans vergogne dans les pas de Juppé qui voulait « ouvrir » la Sécurité sociale au privé. Il n'est que de voir les patrons des grandes compagnies d'assurances piaffer d'impatience depuis que le gouvernement a annoncé la CMU, pour comprendre que, sous un emballage dit social, c'est un énorme cadeau aux capitalistes de la finance que s'apprête à faire ce gouvernement.

La santé devrait être un service entièrement gratuit, ouvert à tous et de qualité. Voilà qui assurerait cette égalité de soins dont le gouvernement fait semblant de se préoccuper. Pour en trouver les moyens, il suffirait de s'en prendre aux profits de nombre d'entreprises qui vivent aux crochets de la Sécurité sociale, de supprimer les dégrèvements de cotisations patronales et, au besoin, de les réaugmenter – cela gênerait à peine le patronat puisque ses profits, dit la presse économique, n'ont jamais été aussi élevés. Mais ce n'est, bien sûr, pas le chemin pris par ce gouvernement…

**Pierre LAFFITTE**

## 25 ans après LES « LYCÉES PAILLERON » BRÛLENT ENCORE…

Dimanche 25 avril, à Royan, un lycée de type « Pailleron » a été entièrement détruit par un incendie. Compte tenu de l'absence des élèves, cet accident n'a heureusement pas fait de victime mais on imagine quelles auraient pu en être les conséquences s'il s'était produit un jour de semaine et pendant les cours.

Le problème ne date pourtant pas d'hier puisque le danger représenté par ce type de constructions bon marché et particulièrement inflammable fut tragiquement mis en évidence le 6 février 1973 : 20 personnes dont 18 adolescents périrent dans l'incendie de leur collège, rue Edouard Pailleron dans le 19e arrondissement de Paris.

Cela fait donc plus de vingt-cinq ans que les pouvoirs publics connaissent le problème et, périodiquement, des rapports sur la sécurité dans les établissements scolaires se chargent de leur rafraîchir la mémoire. Régulièrement les représentants de l'Etat répètent qu'ils vont remplacer les dizaines d'établissements « Pailleron » qui existent encore par des constructions plus conformes aux normes de sécurité.

Or tout aussi régulièrement, on apprend qu'un bâtiment de ce type a été détruit par le feu. Preuve que beaucoup d'entre eux sont encore en service.

Cette reconstruction dépasserait-elle les moyens budgétaires de l'Etat ? Bien sûr que non. Mais les gouvernements, qu'ils soient de droite ou se prétendent de gauche, ont d'autres priorités. Ils dépensent sans compter en exonérations de charges et en subventions pour aider le patronat ; quant aux services publics, ils doivent se débrouiller avec ce qui reste pour fonctionner tant bien que mal, en comptant sur la chance.

**R. M.**

## Travail de nuit des femmes

# UNE AGGRAVATION DE LA FLEXIBILITÉ

**La Commission européenne a demandé au gouvernement français de mettre fin à l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie, interdiction remontant à 1892 et dont le principe figure encore dans le Code du travail.**

Les membres de cette institution de Bruxelles ont même alerté la Cour européenne de justice pour que celle-ci impose à l'État une astreinte d'environ un million de francs par jour, et cela au nom de… l'égalité entre les sexes ! Comme si ces gens-là étaient tout-à-coup préoccupés des discriminations dont les femmes sont victimes au travail.

En la matière, il y aurait bien du pain sur la planche. L'égalité n'existe pas, que ce soit pour le recrutement, les salaires, les promotions. Quels que soient l'âge et la formation, la proportion de femmes au chômage est plus élevée que celle des hommes : la discrimination commence avant même l'embauche, elle se poursuit ensuite dans l'entreprise puisque les salaires féminins sont inférieurs d'un quart à ceux des hommes, alors que la proportion de diplômés est plus forte parmi les femmes. Ce que l'on peut constater autour de soi, des rapports officiels le confirment, statistiques à l'appui. Une loi de 1983 sur « l'égalité professionnelle » entre hommes et femmes prescrit « l'égalité de traitement » et « l'égalité des chances » tandis que le code pénal prévoit des sanctions à l'égard des attitudes discriminatoires, dont le refus d'embauche. Et tout cela ne change pas la situation.

Ni le gouvernement français ni les institutions européennes n'ont trouvé les mesures énergiques appropriées pour que leurs administrations et le patronat se corrigent. Non, la morale de l'égalité entre les sexes intervient ici seulement comme un argument de jésuite pour favoriser la flexibilité tant prisée par le patronat. Pour lui la main-d'oeuvre, féminine ou masculine, est toujours bonne à prendre, de jour comme de nuit, à temps partiel ou cinquante heures par semaine suivant ses besoins, avant de la jeter au chômage, de façon à en assurer la rentabilité maximum.

D'ailleurs, avant que l'Union européenne ne s'en mêle, la législation française interdisant le travail de nuit pour les femmes a déjà connu un sérieux coup de boutoir. En 1987, le RPR Séguin, à l'époque ministre du Travail, avait fait passer une loi qui, à la fois, aggrave la flexibilité à l'année du temps de travail (introduite par le socialiste Delebarre un an plus tôt) et autorise les patrons à faire travailler les femmes la nuit, pour peu que des accords soient signés au niveau de la branche et de l'entreprise. Les deux mesures allaient dans le même sens, mettant à l'aise les capitalistes pour aménager à leur guise la vie des hommes et des femmes qui travaillent. Comme Séguin l'avait dit lui même, c'était un texte « *très attendu par les entreprises* », encore que certains patrons avaient largement anticipé sur la mesure gouvernementale.

Depuis lors, la situation n'a cessé de s'aggraver. En 1997, les statistiques ont comptabilisé 800 000 femmes assujetties à un travail de nuit. Si environ la moitié d'entre elles sont employées dans le secteur de la santé et de l'action sociale, près de 50 000 le sont dans l'industrie, un nombre qui a presque doublé en quatre ans.

Car le travail de nuit n'existe pas seulement pour des services comme les hôpitaux ou pour des productions en feu continu qu'il n'est pas techniquement possible d'interrompre. Avec des horaires d'équipes de plus en plus difficiles à supporter, il se répand, simplement parce que les patrons veulent utiliser le plus intensément possible leurs machines et ne se gênent pas pour les faire tourner au maximum, de jour comme de nuit, alors qu'elles sont amorties depuis longtemps.

La presse a cité le cas d'un sous-traitant de l'industrie automobile qui, pendant dix-sept ans, a refusé l'embauche de femmes sous prétexte que celle-ci était incompatible avec l'organisation en 3×8 qu'il ne voulait pas remettre en cause. Dans la même branche, un autre patron a choisi une autre option, saisissant l'aubaine de la loi Aubry sur les 35 heures pour instaurer une équipe de nuit composée à 90 % de femmes. En fait, l'objectif de l'un comme de l'autre, c'est d'augmenter le temps d'utilisation de leurs machines, au mépris de la santé de ceux ou celles qui travaillent. Car, comme le résume la CGT, « *le travail de nuit est une nuisance, l'étendre aux femmes reviendrait à étendre une nuisance* ».

La Commission européenne trouve ringarde la protection des femmes, datant du XIXe siècle (jugeant utile de préciser que les femmes ne sont pas des handicapées). En réalité, la suppression des quelques protections, fragiles, inscrites bien plus sur le papier que dans les faits, ne conduit pas à davantage d'égalité.

Les institutions, françaises ou européennes, encouragent la rapacité patronale qui se nourrit à la fois du travail de nuit et des discriminations envers les femmes. Des mesures d'astreinte, oui il en faudrait, mais visant le patronat, pour le contraindre à respecter des conditions de vie et de travail correctes ; sous peine que la collectivité réquisitionne les machines et les usines pour en organiser un usage rationnel, qui ne ravage pas la vie des producteurs, hommes et femmes.

**Jean SANDAY**

**Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.**

**Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.**

**C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.**

*TRIBUNE*

# À BAS LA GUERRE CONTRE LES PEUPLES

Les médias français sont tous gonflés d'orgueil de la prétendue « victoire de la France ». Chirac aurait obtenu que l'on reparle de l'ONU comme de l'autorité principale dans la guerre. Alors, nous faire croire que l'ONU serait mieux que l'OTAN, quelle comédie ! Comme si on ne se souvenait pas que les forces armées de l'ONU avaient désarmé les Bosno-musulmans pour ensuite les laisser massacrer par les forces serbes ! Comme si on ne se souvenait pas de l'enclave de Srebrenica où l'ONU, responsable de la sécurité de la population, avait laissé faire et même couvert le massacre le 6 juillet 1995 ! La tentative des dirigeants français d'affirmer leur différence est hypocrite et mensongère. Ils sont, tout autant que les Américains, responsables de cette guerre contre les peuples. Les discours d'un Robert Hue présentant l'ONU comme une garantie d'une solution négociée ne vaut pas plus cher. D'autant que dans un débat télévisé de dimanche dernier, il a déclaré qu'il ne quitterait pas le gouvernement de la gauche plurielle même s'il s'engageait dans une guerre terrestre meurtrière !

Les préoccupations des uns comme des autres n'ont rien à voir avec la protection des populations. Au Kosovo, la population albanaise continue à être massacrée par les forces serbes sans que personne ne lève le petit doigt. La population civile, serbe comme kosovare, est bombardée massivement et mortellement par les Occidentaux. Ce n'est pas seulement la télévision serbe qui est visée mais toute l'infrastructure civile du pays comme les usines et les ponts. Qui ose prétendre que dans une opération baptisée symboliquement « Dresde », avec bombardement des villes, il n'était prévu que des « dommages collatéraux » ! Qui ose prétendre qu'il n'y a pas eu de victimes lors des bombardements des villes, des usines d'automobiles, de caoutchouc et des nombreuses autres entreprises ? Qui peut croire que ces bombardements sont faits pour soutenir la lutte de la population serbe contre le dictateur ?

Les médias anglo-américains, eux, insistent sur la déclaration du sommet de l'OTAN qui a « *décidé d'élargir ses missions pour le 21e siècle en soulignant son rôle de gestion des crises en Europe* ». Les pays les plus riches du monde viennent au Kosovo de se donner un chèque en blanc pour intervenir au quatre coins du monde, pour bombarder n'importe quel pays sous prétexte humanitaire. C'est cela qu'ils voulaient. Cela leur a déjà permis d'occuper l'Albanie et la Macédoine. Et cela leur permet d'imposer aux pays voisins de s'engager militairement aux côtés des Occidentaux. Et c'était l'un des buts de cette guerre, un but de domination du monde, de dictature sur tous les peuples, d'Europe comme d'Asie ou d'Afrique. Cette guerre a pour but de faire reculer les travailleurs et les populations du monde entier, de leur faire accepter un ordre de plus en plus injuste, inégal et violent.

Comme dans la guerre du Golfe, le prétexte du gendarme du monde c'est qu'il faudrait supprimer un « nouvel Hitler ». Mais si les victimes irakiennes sont des centaines de milliers, Saddam Hussein est toujours vivant et au pouvoir, et Kadhafi, qu'ils avaient aussi appelé le « Hitler libyen », est maintenant le leader international reconnu par la France et les USA pour les négociations de paix au Congo ! Ce sont les dirigeants occidentaux qui, aux accords de Dayton de 1995, ont donné à Milosevic les territoires qu'il avait conquis par la purification ethnique. Et, bien avant cela, il ne faut pas oublier que Milosevic était leur homme, celui qu'ils ont reconnu et même armé jusqu'aux dernières discussions de Rambouillet. Milosevic, avant d'être président de la Serbie, n'était-il pas au début des années 80 un affairiste lié au clan de l'ancien président Georges Bush, lié aux entreprises de Henry Kissinger avant de recevoir le soutien politique et financier de la France de Mitterrand-Chirac ? Entre gens du même monde, il sauront parfaitement se remettre d'accord sur le dos des peuples dès que leurs objectifs seront atteints.

Alors, disons clairement : non à la guerre de Clinton-Chirac-Jospin ! Autodétermination des Kosovars et de tous les peuples des Balkans !

**R. P.**

# SAMEDI 1er MAI

## Manifestons nombreux – contre les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie ! – contre les tueries de Milosevic ! – pour le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes ! et pour dire qu'ici, en France, nous ne tolérons plus les lienciements, le chômage et la misère !

Cette année, aux cours des manifestations du Premier Mai, qui se dérouleront à Paris et dans de nombreuses villes du pays, il y aura des cortèges communs LO-LCR. Nous invitons nos sympathisants, nos amis, nos lecteurs à s'y joindre pour dénoncer l'intervention des troupes de l'OTAN en Yougoslavie aussi bien que les crimes de la soldatesque de Milosevic et affirmer le droit des peuples du Kosovo à disposer d'eux-mêmes.

Mais en ce jour de manifestation du monde du travail, ce sera aussi l'occasion d'affirmer qu'il faut en finir avec le chômage, véritable gangrène de cette société.

## Manifestation à Paris Samedi 1er mai Place de la République à 14 heures

# LE 1er MAI A 110 ANS

Aujourd'hui, l'attente du Premier Mai ne fait plus guère trembler les possédants, en tout cas dans les pays les plus riches de la planète. En France, la bourgeoisie, depuis Pétain, en a même fait la fête… du travail ! Et, en ces temps où les grands capitalistes détruisent les emplois pour augmenter les profits de leurs actionnaires, cela trahit le mépris dans lequel la classe dirigeante tient le monde du travail.

Les dirigeants du mouvement ouvrier qui eurent l'idée du Premier Mai, décidé au congrès de fondation de la Deuxième Internationale réuni à Paris en juillet 1889, avaient un tout autre idéal : ils entendaient multiplier les initiatives pour affirmer que seul le prolétariat est une classe révolutionnaire, que lui seul a entre les mains les moyens, s'il le désire, d'émanciper avec lui toute l'humanité ; et que le règne du prolétariat sur la planète signifierait la fin de tous les maux qui frappent le genre humain, exploitation, chômage, misère et guerre.

En 1889, date centenaire de la révolution française, les exploiteurs de tous les pays pavoisaient à Paris, où se tenait une exposition universelle. Elle inaugura la tour Eiffel, dont l'audace architecturale trahissait une classe dominante sûre d'elle-même lancée dans toutes les conquêtes financières, industrielles et coloniales.

En réunissant à Paris le congrès de l'Internationale ouvrière, les dirigeants du mouvement ouvrier entendaient montrer que la richesse de la bourgeoisie n'a pas d'autre source que l'exploitation du travail humain. Ils décidèrent le principe d'une manifestation internationale pour les revendications ouvrières, notamment la journée de 8 heures.

La date du 1er mai fut choisie en universalisant celle fixée par les syndicats américains, en souvenir du 1er mai 1886 où les travailleurs de Chicago qui réclamaient la journée de 8 heures avaient été réprimés et six de leurs dirigeants pendus !

Le Premier Mai 1890 vit donc, pour la première fois, la classe ouvrière manifester dans les grands centres industriels : Berlin, Paris, Londres, Barcelone, Chicago, Milan ou Turin, mais aussi à Mexico et à Cuba. Partout, s'affirmèrent ainsi la puissance et la solidarité du prolétariat par-delà les frontières. Le Premier Mai 1891 fut encore plus puissant. La bourgeoisie apeurée fit donner sa police. A Fourmies, dans le Nord de la France, la gendarmerie à cheval chargea et la troupe tira sur les travailleurs et la foule désarmée. On releva dix morts et plusieurs dizaines de blessés.

Depuis lors, pendant toute la fin du XIXe siècle et le début du XXe, les travailleurs firent du Premier Mai leur journée de lutte, parfois en payant le prix du sang. Ils exprimaient ainsi leur solidarité par-dessus les frontières, leur internationalisme, y compris en temps de guerre. En 1916 à Berlin, le dirigeant spartakiste Karl Liebknecht appela, en uniforme, les travailleurs à mettre fin à la boucherie impérialiste. Il se retrouva en prison, mais deux ans après la révolution allait le libérer.

Même si, depuis cette époque, la bourgeoisie, avec l'aide des partis socialistes et staliniens, a tout fait pour en gommer le caractère révolutionnaire, le Premier Mai reste encore un symbole pour les travailleurs du monde entier. Dans certains pays, en Turquie ou en Corée du Sud, affirmer son droit à manifester et afficher son identité de prolétaire, c'est choisir de s'affronter avec la police ou l'armée.

**Jacques FONTENOY**

## COMMUNIQUÉ

L'Organisation Communiste Libertaire nous fait part du procès fait à l'un de ses militants, Jean-Noël, suite à une manifestation anti-Front National de février 1998 à laquelle il participait. A l'issue de la manifestation, un incident avait opposé des manifestants, parmi lesquels Jean-Noël, à des policiers en civil, qui ne s'étaient pas identifiés. Le verdict qui vient d'être rendu en appel apparaît lourd par rapport aux faits : 3 mois de prison ferme et cinq mois avec sursis, 30 000 F de frais, 3 ans de mise à l'épreuve et 1 an de suspension des droits civiques, civils et familiaux.

***Nous exprimons ici toute notre solidarité à ce camarade***

# À BAS LA BARBARIE DE L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE À BAS LA BARBARIE DU RÉGIME MILOSEVIC POUR LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES

**Les dirigeants impérialistes ont tenu à marquer le cinquantième anniversaire de leur bras armé, l'OTAN, en affichant, avec une parfaite unanimité, leur détermination à poursuivre et même à renforcer leur intervention militaire contre la Serbie et le Kosovo.**

**S'agissait-il pour eux d'effacer, en particulier, l'impression d'échec que leur offensive avait donnée jusque-là et que les médias commençaient à souligner avec beaucoup d'insistance ? Sans doute, en effet, est-elle un échec pour ce qui est de déloger Milosevic et de mettre fin à ses opérations d'« épuration ethnique » ; mais, pour ce qui est de vider le Kosovo de sa population albanaise, de faire payer au peuple serbe les crimes de son dictateur, ce serait plutôt une sinistre réussite.**

*Arrivée des « Apaches » en Albanie*

AFP

## Un résultat désastreux

L'OTAN plastronne, mais en même temps on voit les autorités occidentales, et les médias à leur suite, monter en épingle les plus petits indices qui leur permettraient de faire état de la moindre « percée » au niveau diplomatique, un déplacement du Russe Tchernomyrdine, une déclaration de l'opportuniste notoire Vuk Draskovic.

Car le scandale est immense et le sort réservé aux déportés albanais du Kosovo de plus en plus insupportable. Quelle dose de cynisme faut-il aux dirigeants occidentaux, tous bien d'accord, pour prétendre qu'ils n'ont en vue que leur sauvegarde !

Dans le même temps, leur situation empire, l'urgence humanitaire ne fait que s'aggraver : à l'intérieur du Kosovo, on en ignore tout, en tout cas pour ce qu'on en dit officiellement, mais dans les pays voisins qui accueillent les réfugiés, les reportages concordent.

En Macédoine, les organisations humanitaires ont à faire face, outre à la situation désastreuse des réfugiés entassés dans les camps, à celle de tous les déportés qui sont hébergés dans les familles albanaises locales, déjà très pauvres elles-mêmes et désormais à bout de ressources.

Au Monténégro (associé officiellement à la Serbie, dans le cadre de la restreinte « République fédérale de Yougoslavie » depuis 1992), la tension entre les forces pro-Milosevic et les forces monténégrines en dissidence par rapport à Belgrade s'aggrave encore, avec toutes les conséquences inévitables pour les malheureux réfugiés albanais du Kosovo qui s'y trouvent coincés. Les menaces d'une intervention militaire de l'OTAN contre le port monténégrin de Bar, au titre de l'embargo pétrolier, ne font que mettre de l'huile sur le feu ! Et la menace exercée par les miliciens et les paramilitaires serbes autour des camps de misère des réfugiés au Monténégro s'accroît, comme celle de la IIe armée « yougoslave » (obéissant à Belgrade) stationnée sur le territoire de ce tout petit pays. Aujourd'hui, les réfugiés du Kosovo au Monténégro sont poussés à quitter le pays, à reprendre le chemin de l'exode vers le sud, vers l'Albanie.

## La catastrophe humanitaire

Et en Albanie même, c'est un nouvel exode qui est imposé aux réfugiés des camps du nord du pays, situés à proximité de la frontière avec le Kosovo. Les organisations humanitaires en sont réduites à les presser de repartir cette fois pour le sud du pays, dans des conditions d'improvisation éhontées, leur situation devenant trop précaire à la fois pour des raisons militaires (qui font partie du non-dit de l'OTAN) et à cause des risques d'un nouvel afflux de réfugiés pour lesquels il faudrait faire de la place…

Pendant ce temps, l'opération humanitaire de l'OTAN dite « Abri allié » brille par sa lenteur et son peu de concrétisation, alors que la Croix-Rouge et les organisations humanitaires en sont réduites, et elles ne s'en cachent pas, à des moyens qui sont sans commune mesure avec les nécessités de la situation. Les moyens des puissantes armées occidentales sont, eux, consacrés en priorité au déploiement des fameux hélicoptères d'attaque « Apache » (pauvres Apaches, à qui on fait porter un pareil chapeau !) et autres engins de guerre « perfectionnés », à des envois de renforts américains et à des préparatifs ouvertement belliqueux – pour lesquels la présence de masses de réfugiés est apparemment plus un encombrement gênant qu'autre chose dans le nord de l'Albanie…

Oh, on nous dit que désormais les initiatives de l'OTAN seront plus ou moins couvertes par des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU (grâce à l'intervention de Chirac… dit-on surtout en France), histoire de donner un vernis de « légalité internationale » à l'agression impérialiste. Cela pourra suffire à donner satisfaction à une bonne partie de tous ceux qui ne protestaient que parce que l'ONU n'avait pas été consultée, mais, quelle dérision ! Comme si l'ONU n'était pas elle aussi une agence des puissances impérialistes qui a couvert tant d'autres crapuleries sanglantes à travers le monde, en Irak, en Somalie, au Rwanda et, pour ce qui concerne le territoire de l'ex-Yougolasvie, en Croatie, en Bosnie. Et on en passe !

## Les Balkans destabilisés

Pendant ce temps, ce sont, progressivement, l'ensemble des pays des Balkans qui se déstabilisent.

Économiquement, vu la paralysie qui gagne les échanges commerciaux, par exemple le trafic sur le Danube avec les ponts bombardés, vu les conséquences sur les usines et les productions agricoles, non seulement des pays concernés directement mais aussi environnants déjà très pauvres. Politiquement, avec la militarisation croissante de ces pays, contraints de mettre leur espace aérien et leurs infrastructures au service de l'OTAN – pour laquelle la misérable Albanie en proie au chaos est déjà devenue un porte-avions (en Macédoine, il y a déjà plus de soldats de l'OTAN que n'en compte l'armée locale tout entière).

Et puis, la situation politique ne peut manquer de devenir de plus en plus critique dans des pays comme la Bulgarie ou la Grèce, où les gouvernements obéissent à l'OTAN tandis qu'une partie au moins de leur population manifeste massivement contre les bombardements de l'OTAN et en faveur du peuple serbe…

Alors, les dirigeants impérialistes ont décidé de s'en prendre à Milosevic en mars dernier – après l'avoir cautionné et l'avoir considéré en interlocuteur attitré, avec son collègue croate Tudjman, pendant des années – sans doute parce qu'il devenait par trop incontrôlable et dangereux pour la stabilité de la région. Eh bien, on peut constater que leur intervention militaire massive et arrogante est aujourd'hui le facteur majeur des risques de sa déstabilisation générale. En créant combien de nouvelles poudrières, de nouveaux brûlots pour l'avenir ? Au prix de combien de sang répandu, de combien de fossés de désespoir et de désirs de revanche ?

Tout cela, encore une fois au détriment de l'ensemble des peuples de la région, pris une nouvelle fois en otages, dans le seul but d'imposer coûte que coûte la loi barbare des grandes puissances.

**Christiane LE GUERN**

# En Serbie LA POPULATION VICTIME DE MILOSEVIC ET DES BOMBARDEMENTS DE L'OTAN

**Depuis le début des bombardements de l'OTAN sur la Serbie et le Kosovo, les frappes dites chirurgicales et visant exclusivement des objectifs militaires, selon les déclarations officielles, font des victimes civiles en Serbie.**

**Au Kosovo, ces bombardements ont contribué à jeter sur les routes des milliers de Kosovars. Les médias sont particulièrement discrets sur cet aspect de l'intervention de l'OTAN, comme ils le sont sur les conséquences des raids aériens pour la population de Serbie.**

La population de Serbie est associée volontairement, par la majorité des commentateurs, à Milosevic, à son gouvernement, à sa politique criminelle au Kosovo, à ses militaires et à ses bandes paramilitaires ravageant la région. Comme si l'ensemble de la population serbe était solidaire et responsable des persécutions, des massacres et des destructions que les bandes d'hommes armés de Milosevic perpétuent au Kosovo ! Comme si les hommes et les femmes qui vivent et travaillent en Serbie ne subissaient pas eux aussi, et depuis des années, la dictature de Milosevic et les conséquences de sa politique ultranationaliste.

Pour l'instant, la guerre que l'OTAN dit mener contre Milosevic permet à ce dernier de faire taire tous les opposants, de renforcer sa poigne sur l'ensemble de la société et d'imposer tous les sacrifices à la population. Ainsi, pour cause de tension et de guerre, les salaires et les retraites des employés d'Etat ne seraient plus payés depuis des mois.

Du point de vue des militaires de l'OTAN, tous les équipements utiles aux civils peuvent aussi être utilisés par les militaires serbes et, donc, doivent être détruits. Armés de cette logique, ils entreprennent systématiquement la destruction des infrastructures économiques et des installations industrielles du pays. Les télécommunications, radio et télévision, les approvisionnements électriques, les usines de raffinage des produits pétroliers, les réservoirs de carburants, les moyens de communication aussi bien routes que voies ferrées et ponts sont en voie d'être détruits. Après les attaques particulièrement violentes des 24 et 25 avril sur les grandes villes du nord de la Serbie, les destructions sont catastrophiques. NoviSad, chef-lieu de la Voïvodine, située à des centaines de kilomètres du Kosovo, subit depuis début avril des bombardements incessants qui avaient déjà détruit deux ponts et une raffinerie. Le 26 avril, à l'issue de quatre attaques, le dernier pont sur le Danube, s'est effondré, et les 150 000 habitants de la ville seraient privés d'eau potable.

Au total dans tout le pays, ce sont 25 ponts qui auraient été réduits en miettes, ainsi qu'une dizaine de voies ferrées, des routes, des aéroports, tous évidemment considérés comme objectifs stratégiques. A Pancevo, autre ville du nord du pays, qui compte 70 000 habitants, la seconde grande raffinerie de Yougoslavie a été détruite. A travers la Serbie, une dizaine de dépôts de carburant ont été bombardés, des usines d'engrais chimiques, des infrastructures d'alimentation électrique, etc., également. Par ces raids à répétition, l'économie du pays est réduite en cendres. Mais les états-majors de l'OTAN ne veulent pas s'arrêter là et auraient dressé une liste de 2 000 nouvelles installations devant être bombardées dans les jours qui viennent. Selon le journal *Le Monde* qui rapportait ses propos, un stratège de l'OTAN n'a pas hésité à dire que l'objectif est de ramener l'économie de la Yougoslavie « *à son état supposé du temps du Moyen Age* ». En tout cas, ces destructions signifient nécessairement un recul considérable dont les conséquences seront durement subies dans tous les domaines de la vie, non par les puissants et les gouvernants serbes de demain, qu'ils s'appellent Milosevic ou autres, mais par la population.

AFP

**Belgrade après un raid de l'OTAN.**

D'ores et déjà, celle-ci est frappée de plein fouet par la guerre que font les puissances de l'OTAN à Milosevic. Dans une ville comme Belgrade et sa banlieue, totalisant plus d'un million d'habitants, autour de tous les objectifs visés par les frappes de l'OTAN, des familles vivent et travaillent. Dans les décombres de l'émetteur de la radio-télévision d'Etat, une quinzaine de cadavres d'employés ont été retrouvés. Ce ne sont là que les chiffres officiels, Milosevic n'étant pas le dernier à minimiser le nombre des victimes. A Belgrade, à Novi Sad, à Nis (à 200 km au sud de Belgrade), dans toutes les villes visées, la population vit dans la hantise des bombardements, des incendies, dans la peur d'entendre les hurlements des sirènes d'alerte et de devoir se réfugier dans une cave. Les destructions et les bombardements continus tarissent les ravitaillements et la population commence à manquer de biens de première nécessité comme le lait, le sucre, la farine, l'huile, la nourriture pour les tout-petits. La situation dans les hôpitaux est déjà marquée par la pénurie de médicaments, de pansements. Sans parler du développement de tous les trafics, de tous les arbitraires, de tous les marchés noirs qui ne manquent pas de se développer en même temps que la pénurie et le chaos.

Les bombardements de l'OTAN détruisent la Serbie et écrasent sa population sans rien résoudre de la situation au Kosovo. Malgré leurs dénégations, c'est à toute la population serbe que les puissances de l'OTAN font la guerre, une guerre qu'ils annoncent vouloir intensifier et installer dans la durée.

**Lucienne PLAIN**

## Effets de manche chiraquiens

Les représentants de l'impérialisme français, président et gouvernement, ont choisi de se joindre à la coalition impérialiste de l'OTAN qui bombarde actuellement la Yougoslavie. Ils espèrent en tirer quelques bénéfices en politique intérieure. C'est ainsi que, au fil des jours, Chirac parade devant un drapeau français et un drapeau européen, racontant la guerre à sa façon et vantant ses propres mérites. On n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Samedi 24 avril, il a choisi d'exagérer les différences entre les diplomaties française et américaine. Cela lui a permis de revenir dimanche 25 en vantant « *une vraie victoire de la diplomatie française* ».

Il laissait entendre que, grâce à sa pugnacité, il aurait obtenu que, dans le texte de ce qu'il est convenu d'appeler pompeusement le « nouveau concept stratégique » de l'Organisation atlantique, soient inclues des allusions à la charte des Nations Unies et au rôle primordial de son Conseil de sécurité, références qui, selon lui, se heurtaient à un refus américain.

En réalité, c'est un tour de passe-passe du président, soutenu là-dessus par le gouvernement Jospin, selon *L'Humanité*. Car si le « nouveau concept » fait effectivement référence à l'ONU, les diplomates français ont renoncé à demander que le recours à ce Conseil de sécurité soit obligatoire en cas de conflit.

Il faut dire que les pays membres de l'OTAN qui se sont engagés dans les bombardements de la Yougoslavie sont passés par le canal de l'OTAN justement pour se passer du Conseil de sécurité. Cela a été le choix des Etats-Unis de Clinton mais également de Chirac et Jospin.

Le zèle mis par Chirac à vanter des succès diplomatiques imaginaires a fait sourire les délégués du 50e anniversaire de l'Organisation atlantique. Et Chirac a dû encaisser une réaction de Washington qui ne laissait pas grand-chose de sa « victoire » : « *L'OTAN ira de l'avant, avec ou sans l'ONU* ».

C'est que, pour le moment, tant qu'il s'agit de bombarder la Yougoslavie, l'OTAN suffit d'autant mieux qu'il n'y a que dix-neuf pays membres à mettre d'accord. Si demain, il fallait envoyer des troupes terrestres, ne serait-ce que si, par exemple, ce conflit débouchait sur la mise sous tutelle du Kosovo, alors les grandes puissances impérialistes pourraient faire appel aux Nations Unies, et confier ces tâches aux pays non-membres de l'OTAN, par exemple à des soldats venus d'Afrique noire ou du Pakistan, comme on a pu le voir lors de conflits précédents, dans le Golfe ou en Somalie.

Quant aux réserves (verbales) émises par Chirac sur le blocus économique de la Serbie, un conseiller de Clinton a mis les points sur les i : « *Le blocus s'appliquera à tous* ». Autant de pierres dans le jardin de Chirac que celui-ci n'a même pas fait mine de ramasser. Et, pendant les effets de manche, les bombardements continuent.

**J. F.**

## VUK DRASKOVIC du monarchisme ultranationaliste aux appels du pied en direction des Occidentaux

Dans la situation où se sont mis les dirigeants de l'OTAN avec leurs bombardements de plus en plus intensifs, sans que Milosevic se montre prêt à capituler, ils semblent prêts à faire feu de tout bois et ont vu « *les premiers grondements du mécontentement à Belgrade* » dans les déclarations faites par Vuk Draskovic, vice-Premier ministre de la mini-fédération yougoslave (Serbie-Monténégro) avant que l'on n'apprenne le 28 avril qu'il venait d'être limogé par Milosevic.

Draskovic, qui dirige le Mouvement du Renouveau Serbe, se serait mis à multiplier les postures critiques vis-à-vis de la politique de Milosevic et à l'inviter à passer un compromis avec l'OTAN – ce qui serait un premier signe de « dissonance » que l'OTAN prendrait en considération.

Draskovic, opportuniste notoire, a souvent surtout choisi de jouer sa carte personnelle dans toutes les circonstances. C'était un écrivain, peut-être un des plus connus parmi ceux qui furent des ultras de la « Grande Serbie » (s'étendant pour lui à « *tous les territoires où se trouvent des tombes serbes* »), partisan de l'ancienne monarchie serbe et de sa tradition tchetnik. Au début des années 1990, il faisait la paire avec Seselj ultranationaliste fascisant qui est aujourd'hui l'autre vice-Premier ministre de Milosevic.

Draskovic a ensuite viré, pour s'affirmer contre la guerre en Bosnie. Puis il s'est propulsé à la tête des manifestations anti-Milosevic (qu'il qualifiait de « *bolchévik anti-démocratique* ») à Belgrade en 1996-1997.

Enfin, après la dislocation de la coalition d'opposition « Zajedno » de l'hiver 1996-1997 sous les coups des rivalités entre ses chefs, Vuk Draskovic s'est rallié à Milosevic pour devenir un membre éminent de son gouvernement.

Qu'il soit inspiré par d'autres ou qu'il agisse à son initiative personnelle, ce Draskovic peut – qui sait – offrir aux Occidentaux une opportunité à saisir sur le moment, bien qu'ils semblent le considérer avec une certaine réserve (ne s'est-il pas discrédité ? Est-il contrôlable ?). Quoi qu'il en soit, ni l'ensemble de la population serbe ni l'opposition démocratique serbe, n'ont d'espoir d'avenir de ce côté-là.

# LE COÛT DE LA GUERRE

Destructions humaines, matérielles et économiques, la note de la guerre en ex-Yougoslavie ne cesse de s'alourdir. Au désastre humain de milliers de morts et de centaines de milliers de réfugiés kosovars en Macédoine et en Albanie s'ajoutent les destructions de ponts, d'usines, d'infrastructures routières et ferroviaires, tant en Serbie qu'au Kosovo. Les dégâts matériels occasionnés par les frappes aériennes sont déjà évalués à près de 300 milliards de francs par le Centre d'études sur la CEI et l'Europe de l'Est.

Quant à l'expédition de l'OTAN, elle aurait coûté jusqu'à présent, selon certains experts, entre 50 et 500 millions de dollars par jour, soit un coût moyen de 200 millions de dollars journaliers.

Le prix d'un simple B 2 américain (l'avion ultramoderne) équivaut au budget de l'Albanie, le pays le plus pauvre d'Europe. Chaque missile lâché sur la Serbie ou le Kosovo représente des centaines de milliers de dollars qui partent en fumée. Pour sa part, l'Allemagne a déjà dépensé plus d'un milliard de marks. Ses avions ont tiré plus de cent missiles à 650 000 marks l'unité (ce qui représente un peu moins de 2 millions de francs pièce).

Cet argent « volatilisé » n'est pas perdu pour tout le monde. Derrière chaque conflit se cachent les profiteurs de guerre, les charognards, c'est-à-dire les industriels de l'armement. Français, anglais, italiens, allemands ou américains, tous y trouvent largement leur compte. Pour ces gens-là, le conflit du Kosovo s'avère une véritable aubaine. Car la guerre est grande consommatrice de ces engins électroniques, de plus en plus sophistiqués et meurtriers, dont les états-majors sont si friands. Solvables, les Etats engagés dans la guerre payent les commandes rubis sur l'ongle. Et puis la guerre permet de tester dans des conditions réelles tous ces engins de morts.

Le coût des opérations militaires ne cesse donc d'augmenter. Bill Clinton a récemment demandé au Congrès américain une rallonge de six milliards de dollars pour financer la continuation de la guerre. Les militaires américains devraient se partager la plus grosse part de la rallonge : 3 milliards de dollars pour couvrir le coût des opérations aériennes, près de 700 millions pour renouveler les stocks de munitions, 850 pour maintenir en état de combat l'armée américaine, et environ 300 pour couvrir les opérations militaires depuis le début de la guerre. Quelques miettes (humanitaire oblige) seraient versées aux réfugiés (721 millions). Et cela ne concerne que l'armée américaine !

Et à la France, combien cela coûte-t-il ? Le gouvernement reste discret sur la question. 250 à 300 millions de francs par mois, tel serait le surcoût budgétaire estimé par le ministre de la Défense pour la participation française au conflit. Gageons que ce chiffre est en dessous de la réalité. Pour faire la guerre, le gouvernement français n'a pas de problème de trésorerie. Il débloque les fonds nécessaires même si cela n'a pas été prévu dans le budget.

Mais chez tous ces va-t-en-guerre, de « gauche » comme de droite, pas un mot pour savoir qui va payer la note affreusement salée du conflit. Premières victimes assurément, les populations de Serbie et du Kosovo, qui accusent déjà une chute considérable de leur niveau de vie. Elles seront bientôt suivies par celles des pays frontaliers fortement touchées par le chômage. Celui-ci enregistre une hausse vertigineuse à cause de l'arrêt des échanges commerciaux, ce qui affaiblit une économie déjà exsangue. Enfin, les populations des puissances occidentales fermeront le ban ; car c'est à elles que les gouvernements ne manqueront pas de faire payer, tôt ou tard, les frais de leur politique guerrière.

Aussi quand on voit cet énorme gaspillage d'argent à des fins de destruction et de mort, on ne peut s'empêcher de penser qu'investis dans l'économie des Balkans, ces milliards auraient pu faire sortir ces pays de la misère dans laquelle ils sont plongés.

## À LIRE

### KOSOVO, la guerre cachée
### Trois semaines dans la vie des Kosovars

Publié récemment, mais avant le déclenchement des bombardements de l'OTAN, ce petit livre contient le témoignage d'une journaliste ayant accompagné une mission de « Médecins sans frontières » au Kosovo, en septembre-octobre 1998. C'est un témoignage utile ne serait-ce que pour rappeler, s'il en était besoin, que la politique d'« épuration ethnique » menée actuellement en grand par le pouvoir de Belgrade à la faveur des bombardements était bien prévisible, au moins dans ses objectifs.

L'offensive des forces serbes au Kosovo, police, milices, puis de plus en plus ouvertement l'armée, avait débuté en février-mars et s'était amplifiée au cours de l'été. Son objectif officiel était de réduire la résistance armée de l'UCK, mais c'est toute la population de la région de la Drenica qui était visée.

Le témoignage de Myriam Gaume est bref mais éloquent, dans sa sinistre relation d'incendies de villages, de chasses aux Albanais contraints par la violence à la fuite dans les forêts, de massacres.

A l'automne 1998, quelque 300 000 Albanais kosovars étaient chassés de chez eux.

Quelques notices explicatives, forcément sommaires, accompagnent le texte, paru aux éditions « Mille et une nuits » (13 F.).

C. L. G

Russie

# LE KREMLIN ET L'INTERVENTION DE L'OTAN

Tchernomyrdine, ancien Premier ministre russe jeté comme un malpropre par Eltsine voici un an, a été ressorti de son placard par ce dernier. Il a été bombardé… représentant du président russe pour la Yougoslavie, à charge pour lui de faire mieux que l'actuel Premier ministre Primakov, dont l'ambassade auprès de Milosevic, au tout début des bombardements sur la Yougoslavie, s'était soldée par un échec. Echec pour la Russie, qui aurait aimé se réintroduire dans les négociations qui, tôt ou tard, vont s'ouvrir entre les puissances impérialistes et les dirigeants de Belgrade. Mais échec politique personnel aussi pour Primakov, qui voudrait se doter d'une stature internationale dans le cadre de la compétition qui fait rage autour de la succession d'Eltsine.

Le voyage de Tchernomyrdine à Belgrade, à la veille du 50e anniversaire de l'OTAN, n'a pas abouti, pour le moins, à un franc succès. Non seulement l'OTAN et les Etats-Unis ont jugé non satisfaisant l'accord Tchernomyrdine-Milosevic, mais les termes mêmes de cet accord ont donné lieu à une pantalonnade qui n'a pas renforcé ce qui reste de prestige diplomatique à la Russie. Celle-ci claironna que Milosevic avait accepté la venue de troupes de l'ONU sur son territoire, et que donc les opérations militaires de l'OTAN devaient cesser. A quoi le chef de l'Etat yougoslave rétorqua en publiant un communiqué affirmant n'avoir cédé en rien. Et malgré les démentis répétés du Kremlin aux communiqués de Belgrade, Moscou a dû reconnaître en fin de compte que son émissaire n'avait rien obtenu.

A ce camouflet pour la diplomatie russe s'en est ajouté un autre quand le sommet de l'OTAN a décrété un blocus naval de la Yougoslavie sans s'inquiéter des protestations de Moscou.

Bien sûr, plus le temps passe, plus il apparaît que l'OTAN aimerait sortir de l'impasse dans laquelle elle s'est aventurée en Yougoslavie. Pour ce faire, la Russie, qui a acquis une certaine habitude à patauger dans divers bourbiers, est malgré son affaiblissement une carte diplomatique que les dirigeants de l'impérialisme ne repoussent pas. Ne serait-ce que pour couvrir d'une apparence de consensus international un règlement qui, personne ne peut en douter, préservera d'abord les intérêts des puissances occidentales. Mais ils entendent et rester maîtres du jeu et le montrer. Du coup, le Kremlin est en réduit à essuyer rebuffade sur rebuffade et à se contenter des visites protocolaires, telle celle du sous-secrétaire d'Etat américain à Moscou ces jours-ci, dans l'attente de pouvoir jouer les utilités.

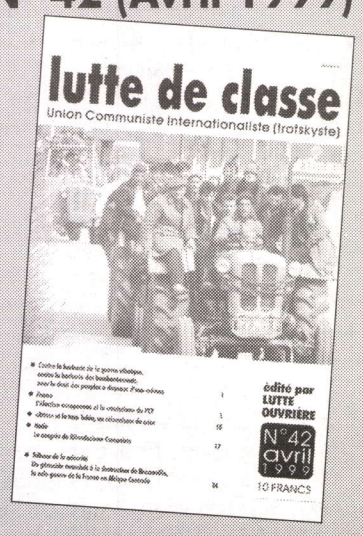
Bon gré, mal gré, les dirigeants russes n'ont pas le choix. Quand le porte-parole de l'OTAN déclare que, dans la guerre contre la Yougoslavie, Moscou « *continue sur la voie de la retenue annoncée* » par Eltsine, il constate un fait et surtout un rapport de forces. Car la Russie dépend des grandes puissances occidentales et de leurs crédits pour maintenir à flots sa cassette budgétaire qui fait eau de toutes parts. Et celles-ci ne se privent pas de le lui rappeler, notamment quand le FMI tarde à débloquer les cinq milliards de dollars promis au gouvernement russe, alors que celui-ci en réclame huit pour boucler son budget 1999.

P.L.


**Au sommaire de**

**LUTTE DE CLASSE N° 42 (Avril 1999)**

- **Contre la barbarie de la guerre ethnique, contre la barbarie des bombardements, pour les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes**
- **France : l'élection européenne et la « mutation » du PCF**
- **« Attac » et la taxe Tobin, un réformisme de crise**
- **Italie : le congrès de Rifondazione Comunista**
- **Tribune de la minorité : du génocide rwandais à la destruction de Brazzaville, la sale guerre de la France en**




**Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres**


# LE FRANC-PARLER DES GALONNÉS

Les généraux de l'OTAN avaient donné un nom à la phase III des bombardements sur la Yougoslavie (il semble que des conseillers en communication soient intervenus depuis pour le leur faire remiser) : c'était le nom de Dresde, comme cette ville d'Allemagne que les avions alliés avaient rasée en février 1945.

Dresde était sans intérêt militaire, il s'agissait seulement de terroriser la population : ce raid tua quelque 250 000 civils.

En se revendiquant de cette boucherie, l'OTAN affiche ses intentions de viser et terroriser les populations civiles, bien plus que l'assassin Milosevic.

Grande-Bretagne

# Attentats racistes à Londres

# L'EXTRÊME DROITE CHERCHE-T-ELLE À PROFITER DE LA DÉGRADATION SOCIALE ?

AFP

L'attentat de Brick Lane

**A une semaine d'intervalle, deux attentats à la bombe ont frappé des quartiers de Londres habités par une population en majorité d'origine immigrée. Dans le premier cas, le 17 avril, la bombe a explosé dans un marché de rue antillais de Brixton, dans le sud de la capitale, faisant 39 blessés. Dans le second, le 24 avril, une rue commerçante d'un quartier bengali de l'est de Londres a été visée. Cette fois, grâce à la présence d'esprit d'un passant qui a jeté la bombe à temps dans le coffre d'une voiture, il n'y a eu que six blessés.**

Selon les experts de la police, ces deux bombes seraient de même origine – avec les mêmes explosifs et détonateurs rudimentaires. Dans le deux cas les engins avaient été bourrés de clous et réglés pour exploser à l'heure où la foule est la plus dense et il n'y a eu aucun avertissement préalable. Ces attentats visaient à mutiler, voire à tuer, plutôt qu'à causer des dommages matériels, de toute évidence pour semer la peur dans les rangs d'une population surtout immigrée.

Pour l'instant, nul ne peut dire avec certitude si ces attentats sont le fait d'un déséquilibré isolé ou d'un groupe raciste organisé. A ce jour pas moins de cinq groupes d'extrême droite en ont revendiqué la responsabilité, tardivement il est vrai. Parmi eux figure Combat 18, un groupe surtout connu pour ses liens avec l'extrême droite paramilitaire d'Irlande du Nord et avec le milieu londonien, et pour de violentes campagnes racistes dans un certain nombre de villes et de quartiers particulièrement touchés par la crise.

Néanmoins, c'est à un autre groupe, qui se ferait appeler « White Wolves » (les « Loups Blancs ») que la police attribuerait la responsabilité de ces derniers attentats. Il est vrai que cela serait bien commode pour le gouvernement puisque ce groupe, dont personne n'avait entendu parler à ce jour, serait lié à… l'extrême droite serbe. De là à ce que Blair en vienne à accuser la Serbie…

Quoi qu'il en soit, aussi révoltants qu'ils soient, ces attentats ne sont pas des coups de tonnerre dans un ciel serein. Car sous la surface «policée» de la société britannique, avec son système complexe de lois contre les discriminations de tous ordres (lois fort peu appliquées bien sûr), le racisme sous sa forme la plus violente a toujours été présent au cours des dernières décennies.

Les quartiers pauvres où vivent les minorités originaires des Antilles, d'Afrique, d'Asie du Sud ou du Moyen-Orient, sont périodiquement le théâtre d'exactions par des gangs racistes (liés ou non à l'extrême droite) qui s'en prennent aux passants isolés, le plus souvent des jeunes. Au cours de ces dernières années, la liste des jeunes immigrés assassinés dans de telles conditions s'est allongée brutalement. Tout comme d'ailleurs la liste de ceux qui sont morts en détention dans des conditions suspectes dans les commissariats de police.

Que ces attentats à la bombe soient ou non le fait de groupes d'extrême droite, certains de ces groupes pourraient chercher à recruter en attisant les sentiments racistes que la situation sociale actuelle favorise dans une partie de la population.

La politique de Blair et de son gouvernement travailliste a en effet accentué la marginalisation d'une partie de la population pauvre, qui est désormais en partie privée des protections sociales qui lui permettaient de tenir plus ou moins le coup face au chômage. D'autant que, dans les grandes villes du sud en particulier, la crise du logement devient d'autant plus aiguë pour les pauvres que Blair a accéléré la diminution du parc des logements sociaux par le jeu des privatisations.

C'est sur la base de cette situation qu'à plusieurs reprises on a pu voir l'extrême droite lever la bannière du racisme dans des banlieues ou des villes satellites pauvres de Londres, contre l'accueil de réfugiés bohémiens en provenance de Roumanie ou albanais en provenance du Kosovo (avant même le début de la guerre actuelle), par exemple.

Qui plus est, dans ces campagnes racistes, les groupes d'extrême droite ont pu trouver d'autant plus de crédit que le gouvernement lui-même pointait le doigt vers les immigrants et réfugiés politiques en les accusant d'«épuiser» les caisses de la protection sociale – mensonges éhontés destinés à couvrir les réductions d'allocations qu'il voulait imposer aux handicapés et aux mères célibataires, entre autres.

Alors Blair peut bien afficher une indignation vertueuse pour condamner ces derniers attentats. Il n'en reste pas moins que c'est sa politique qui peut encourager aujourd'hui l'extrême droite à tenter de sortir de l'isolement où elle végète depuis des années en tentant de détourner contre la population d'origine immigrée les rancœurs d'une partie des couches les plus pauvres.

**François ROULEAU**

Djibouti

# DES PRISONNIERS POLITIQUES MENACÉS DE MORT

**A Djibouti, petit territoire de la corne de l'Afrique, sur les bords de la mer Rouge, 44 prisonniers politiques sont aujourd'hui entre la vie et la mort. Dans un état critique (deux sont déjà décédés), ils revendiquent l'accès aux soins pour les blessés ou les mourants, l'accès aux avocats, l'organisation d'un procès ou alors leur libération.**

Ils sont détenus arbitrairement depuis des années dans des conditions inhumaines par le pouvoir du dictateur-président Hassan Gouled, qui vient d'ailleurs de passer la main lors d'un simulacre d'élection, à son neveu, Omar Guelleh, ancien chef de la sécurité. Ces prisonniers d'opinion croupissent toujours dans des cachots exigus, sans la moindre assistance ni le moindre soin, dans le dénuement le plus complet. Blessés, malades, torturés pour la plupart, ils se sont lancés dans une grève de la faim du désespoir, ultime recours pour essayer de faire respecter leurs droits les plus élémentaires.

Ils ont été rejoints dans leur mouvement par des Djiboutiens exilés en France. Ainsi à Bagnolet, dans la banlieue parisienne, trois femmes (dont Aïcha Dabalé libérée de prison grâce à une campagne internationale) et six hommes, militants du «comité pour la défense des prisonniers à Djibouti» se sont installés dans la grève de la faim par solidarité avec les détenus politiques de leur pays. Tous dénoncent la dictature au pouvoir, réclament le respect des droits démocratiques et, surtout, demandent au gouvernement français qu'il subordonne son aide financière à Djibouti au respect de ces droits.

Djibouti est une ancienne colonie française d'Afrique orientale. Ce petit pays de 23 000 km² (soit deux fois la surface de l'Ile-de-France), théoriquement indépendant depuis 1977, est en réalité totalement inféodé à l'impérialisme français qui maintient sur place sa plus grande base navale à l'étranger. Enclavé entre de puissants voisins comme l'Erytrhée, l'Ethiopie, et la Somalie, il ne pourrait survivre longtemps sans l'aide financière, militaire et politique permanente de la France (90 % de ses terres sont désertiques).

Le dictateur-président de Djibouti n'a réussi à se maintenir en selle qu'au prix d'une féroce et sanglante répression. Depuis «l'Indépendance» octroyée par l'impérialisme français pour faire pièce à un mouvement de libération nationale qui se développait à l'époque, l'armée djiboutienne (encadrée par l'armée française) sème la terreur dans les villages, tandis que la police politique assassine régulièrement les opposants. Ainsi en 1991, la répression frappa les dockers du quartier de Arhiba et elle fit plus de cent victimes. Arrestations et exécutions sommaires des opposants, incarcérations et tortures des militants syndicalistes demeurent, encore aujourd'hui, le lot quotidien de la population.

Malgré cette terreur omniprésente, le pouvoir d'Hassan Gouled a été à plusieurs reprises sérieusement menacé par la révolte de la population. Au début des années quatre-vingt-dix, les mouvements d'opposition, regroupés au sein d'un Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD), s'engagèrent dans la lutte armée. En moins d'un an, la rébellion réussit à conquérir les trois quarts du territoire. Son avance fut stoppée nette par l'intervention de l'armée française qui sauva in extremis la dictature de Gouled. L'opposition négocia, puis fut balayée de la scène politique. L'armée française consolida la dictature, réorganisa l'armée djiboutienne qui passa de 3 000 à 20 000 hommes.

Depuis 1996, le pays subit un cortège d'enlèvements, de tortures et d'assassinats de militants, de journaux interdits, avec la complicité active du gouvernement français qui ferme les yeux. D'ailleurs celui-ci, par l'intermédiaire de son ministre socialiste de la Coopération, vient tout juste d'accorder 75 millions de francs au nouveau dictateur.

**R. C.**

## La Poste

# LA DIRECTION FAIT SA PUBLICITÉ SUR LE DOS DES POSTIERS

La direction de La Poste, par voie de presse et de télé, a voulu montrer son souci de la clientèle.

Point noir dans les sondages faits ici ou là depuis des années sur La Poste : l'attente dans les bureaux de poste.

Les dirigeants de La Poste s'engagent à ce qu'aucun client n'attende plus de cinq minutes aux guichets d'un bureau de poste… d'ici 2003 !

Pour l'instant, dans tous les bureaux, les uns après les autres, La Poste a lancé un « plan mini-attente » qui consiste dans un premier temps à « mesurer » l'attente à l'entrée dans le bureau, la durée des opérations effectuées au guichet…

L'activité d'un bureau est très fluctuante : beaucoup de travail en décembre, souvent plus d'opérations en début qu'en fin de mois, période plus calme pendant les vacances scolaires, etc. Alors, l'exactitude des mesures laisse perplexe. Pour les effectuer, La Poste mobilise pendant une semaine dans un bureau 5 ou 6 emplois-jeunes recrutés depuis l'an dernier pour assurer l'accueil dans les bureaux. Après ces mesures, la direction compte organiser (plutôt désorganiser) nos horaires en fonction des pointes de travail qu'elle aura ainsi découvertes. Un guichetier de moins de 8 heures à 10 heures ici, un renfort de 16 heures à 18 heures là… voire ouvrir certains bureaux le samedi après-midi en prétendant s'appuyer sur la demande des clients au guichet.

Plutôt que de vouloir satisfaire ses clients, la direction de La Poste veut profiter de ces mesures pour essayer de nous faire accepter qu'elle bouscule nos horaires en fonction de ses besoins et notamment avec la mise en place des 35 heures prévue en 1999/2000 qui doit se faire à effectifs constants. Car cet accord, présenté par la direction et signé par certains syndicats, ne prévoit aucun emploi nouveau pour les deux années à venir, les emplois de fonctionnaires étant de plus remplacés par des emplois de contractuels dont de nombreux CDD et CDI à temps partiel.

Alors, avec son plan « mini-attente », la direction baratine les journalistes et ceux qui voudront être dupes : sans augmenter le nombre de postiers aux guichets, en diminuant un emploi dans un bureau « calme » pour le transférer dans un bureau « débordé », elle ne fera que déplacer les queues d'un bureau de poste à l'autre…

**Correspondant LO**

## Dans les Bouches-du-Rhône

# CINQ MINUTES CHRONO ET EN TED LAPIDUS…

La Poste s'est engagée à grand bruit à limiter l'attente aux guichets à cinq minutes et à vêtir les agents au contact du public de tenues dessinées par Ted Lapidus.

Pour respecter ce délai de cinq minutes il faut qu'il y ait suffisamment de guichets ouverts et donc de personnel, ce qui est loin d'être le cas actuellement. Qu'à cela ne tienne, les cerveaux de la direction, dans les Bouches-du-Rhône sont productifs et en alerte. L'affluence aux guichets a été surveillée quart d'heure par quart d'heure. La présence du personnel derrière les guichets est prévue en fonction de cette grille. Mais comme il n'y a pas suffisamment de guichetiers, tout le monde sera sur le pont en période d'afflux et la polyvalence est à l'ordre du jour. Pour aligner plus de guichetiers devant la clientèle, il suffit de proclamer que tous les employés seront guichetiers. Pour une idée…

Les automates vont aussi être multipliés, afin de réduire la queue, mais comme la direction veut aussi développer le commercial il faut que l'agent détecte en un clin d'œil les besoins financiers des usagers – pardon des clients – pour les orienter soit vers les conseillers financiers pour des opérations juteuses, soit vers les automates pour les timbres et le courrier.

On peut ajouter que l'attente sera même nulle quand seront apposées sur la porte des bureaux, comme c'est si souvent le cas, les affichettes précisant que : « *Toutes les transactions sont stoppées en raison d'une panne informatique* » puisque le bureau sera fermé… Et, c'est précisément à cause du manque de personnel et du matériel saturé que les pannes informatiques sont si fréquentes dans les bureaux du département.

Simplement sur les Bouches-du-Rhône le volant permanent de vacances d'emplois est de 400, dues entres autres à des mutations ou des départs à la retraite sans aucun remplacement. Il y a donc un manque chronique de personnel.

En ce moment La Poste des Bouches-du-Rhône doit embaucher 80 facteurs et employés de centre de tri pour tout le département. Il y a eu plus de 10000 dossiers déposés et 7200 candidats retenus qui doivent passer le concours.

Si l'application arithmétique de la réduction du temps de travail était appliquée, il faudrait embaucher immédiatement 830 employés. Pourtant, en tant que service public, La Poste devrait au moins donner l'exemple de lutte contre le chômage et de restauration d'un service destiné au public en embauchant autrement qu'au goutte à goutte.

Néanmoins, en Ted Lapidus le personnel restant devrait être fort élégant, car cet engagement-là sera sans doute tenu…

**Correspondant LO**

## Air France (Nice)

# LA GRÈVE CONTRE LA PRÉCARISATION DE L'EMPLOI

AFP

Le personnel au sol d'Air France est en grève à plus de 80 % à l'aéroport Nice-Côte d'Azur, et reconduit sa grève depuis bientôt deux semaines.

Chose peu courante dans le domaine aérien, où patron et directions syndicales jouent souvent sur le corporatisme pour éviter des mouvements d'ensemble, cette grève touche aussi bien les hôtesses que les bagagistes ou les mécanos-avion. Et c'est tant mieux. Cela s'explique fort bien : les salariés d'Air France-Nice se sentent tous menacés par une direction qui s'attaque à leurs conditions de travail et de rémunération en recourant toujours plus à la sous-traitance.

A Nice, elle projette maintenant d'externaliser, comme elle dit, tout ou partie de l'entretien des pistes et du transbordement des bagages. Rien qu'aux Bagages, 30 travailleurs sur 130 risquent de perdre leur emploi dans la compagnie. Leurs camarades de travail et les autres salariés de l'Escale (services aéroportuaires) l'acceptent d'autant moins qu'ils savent que la direction ne cesse depuis des années d'externaliser les services les uns après les autres.

A Nice, 20 % des activités au sol sont déjà sous-traitées, du nettoyage des cabines d'avion aux chariots à bagages et à l'entretien des toilettes de l'aéroport. Dans ces secteurs on retrouve des sociétés de sous-traitance connues qui, selon les syndicats locaux, « *pratiquent l'esclavage social* » avec des salaires bien inférieurs à ceux d'Air France (des saisonniers – eh oui, cela existe même dans le transport aérien – peuvent être pris en CDD ou en intérim comme personnel commercial au sol pour 4800 F mensuels).

Cela n'a rien de particulier à Nice, la direction procède de la sorte dans toute la compagnie. Elle s'est ainsi déjà « débarrassée » de l'Hôtellerie (services de restauration), du nettoyage des cabines et on a vu apparaître un peu partout des sociétés sous-traitantes, souvent créées par d'anciens cadres d'Air France, qui se conduisent en patrons-négriers. Cela dans le domaine des services mais aussi dans des secteurs industriels, telle la Peinture-avions où des intérimaires sont payés au SMIC horaire avec des horaires imprévisibles et démentiels (par exemple, deux ou trois heures en pleine nuit) mais qui ne permettent même pas d'atteindre 39 heures hebdomadaires.

Les salariés savent que la compagnie prépare de nouvelles externalisations, avec la complicité du ministère des Transports et de certains élus, telle celle des Equipements d'Air France Industrie (plusieurs centaines d'ouvriers à Orly-Nord).

Bien sûr, Air France ne constitue pas une exception. Partout le patronat agit de même. Le Medef (ex-CNPF) le reconnaît en qualifiant l'externalisation de « *véritable lame de fond qui accompagne la réorganisation des entreprises autour de leur cœur de métier* ». « Cœur de métier », tu parles ! C'est du cœur de leurs comptes en banque qu'il s'agit. Car le patronat recourt de plus en plus à la sous-traitance (au point que le premier Salon de l'Externalisation s'ouvrira à Paris cet automne) pour baisser les salaires et augmenter ses profits, notamment dans le cas d'Air France, ceux des gros actionnaires que la direction espère attirer depuis que le gouvernement de la « gauche plurielle » a lancé la privatisation de la compagnie.

Les journalistes qui feignent de s'étonner de la détermination des grévistes niçois ne font que répéter la leçon apprise auprès des chargés de presse de la direction. Ils mentent quand ils montent en épingle la dizaine d'embauches en CDI promise, alors qu'Air France veut se débarrasser du triple de salariés rien qu'aux Bagages et que l'activité de Nice s'accroît avec l'ouverture d'une nouvelle piste pour les gros porteurs. Ils mentent encore en prétendant que la direction fera 4000 embauches dans tout le pays, alors qu'elle planifie plus de départs que cela pour un trafic aérien croissant et que, lors des réunions sur les 35 heures, l'encadrement répète qu'il n'y aura pas d'embauches.

Les grévistes de Nice ont raison de refuser tout cela. Et leur mouvement a au moins déjà montré comment le patronat, derrière son baratin sur la lutte contre le chômage, mène une guerre systématique à l'emploi, aux salaires, aux conditions de travail des salariés.

**P. L.**

## Ile de la Réunion

### Techbat-Soco Est (Bras Panon)

# GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS ET POUR LE RESPECT DES DROITS

Techbat, entreprise de construction de maisons individuelles de l'île de la Réunion, qui compte 22 salariés, est en grève depuis le lundi 19 avril.

Cela fait des années que le patron bafoue les droits des travailleurs et le droit syndical. L'an passé, il a fait signer aux salariés, sous menace de chantage à l'emploi, une déclaration accusant un travailleur d'avoir commis une « faute grave ». Il leur a aussi présenté un papier demandant le licenciement du délégué syndical nouvellement élu, sans compter le nombre de fois où il a convoqué des travailleurs pour leur demander de signer leur « démission ».

L'intervention de militants de la CGTR, à la fin de l'an dernier, l'a obligé à payer les primes de panier qu'il se gardait bien de régler depuis des années. Les travailleurs ont d'ailleurs intenté un procès contre lui pour récupérer leur dû. Mais c'est bien plus largement qu'il vole les ouvriers puisqu'il ne leur paie pas les heures supplémentaires, les primes de trajet, pas plus que celles des vacances, etc.

Le patron dit que son entreprise est en difficulté. Cependant, ses carnets de commandes sont pleins et il a des intérêts dans plusieurs autres entreprises. Par contre, aux travailleurs, il refuse une dotation de bleus et de chaussures de sécurité, il n'y a pas de tablier pour les soudeurs, il impose le travail en hauteur sans harnais ni garde-corps... Et pour couronner le tout, il profère des injures et des menaces contre les salariés et leurs familles. Une plainte a d'ailleurs été déposée à la gendarmerie... qui n'a toujours pas eu de suite.

Vendredi 9 avril, le patron convoquait deux travailleurs pour un licenciement. Ignorant délibérément l'existence du délégué syndical de Techbat, il précisait tout de même que les ouvriers pouvaient se faire accompagner par un conseiller du salarié. Le jour dit, un militant de la CGTR, extérieur à l'entreprise, se présentait. Avec une quinzaine de travailleurs ils se sont rendus dans son bureau où ne se trouvait que le comptable. Le patron, lui, avait omis de venir !

Le week-end fut mis à profit pour discuter de la riposte à organiser. Les travailleurs présents ont décidé la grève illimitée et élaboré un cahier de revendications en dix points avec, en premier lieu, le refus des licenciements.

Lundi 19, les dix-huit ouvriers présents se sont mis en grève. Dans l'après-midi, le patron a fait rugir le moteur de sa Xantia devant le piquet. Puis, arrachant le volant d'un camion des mains d'un sous-traitant, il a foncé sur la voiture où se trouvait un militant de la CGTR du bâtiment, qui n'est parvenu à éviter l'agresseur que de justesse.

Les grévistes ont eu droit aussi à la visite des gendarmes venus s'informer sur « l'évolution du conflit ». Ces messieurs, revenus deux jours plus tard pour vérifier si les grévistes ne « commettaient pas de déprédations », ni de « troubles à l'ordre public », ont conseillé de baisser la sono... de peur de perturber les habitants de cette zone industrielle où la moitié des entreprises ont fermé leurs portes ! Mais ce mercredi-là, une surprise de taille attendait le patron. Les travailleurs apprenaient en effet que celui-ci était aussi gérant principal de la société Soco Est, employant une quinzaine de travailleurs qui partagent le même dépôt. Des discussions ont eu lieu entre les deux groupes de travailleurs et, finalement, ceux de Soco Est ont à leur tour décidé de se mettre en grève. De son côté, le patron a continué à fanfaronner dans la presse, allant même jusqu'à accuser les grévistes d'avoir tout cassé dans l'entreprise.

La grève a continué jeudi 22 et vendredi 23, jours pendant lesquels les travailleurs ont fait des chantiers pour dissuader les sous-traitants de briser leur grève. Ils ont aussi empêché l'ouverture de l'agence commerciale au Barachois à Saint-Denis et se sont adressés aux nombreux passants de ce quartier de la capitale de l'île. Le patron a aussi eu la surprise de retrouver la porte de son entreprise bloquée par un gros container.

Les grévistes se disent prêts à entamer leur deuxième semaine de grève et parlent de s'adresser à d'autres travailleurs, en particulier à ceux du bâtiment.

Jeudi 22 avril, sur un chantier de Saint-Denis, un peintre a fait une chute mortelle de trente mètres. Il travaillait pour le sous-traitant d'un sous-traitant d'une des plus grandes entreprises du BTP de l'île.

Les ouvriers en grève de Techbat-Soco Est ne veulent pas finir ainsi. Ils tiennent à la vie et luttent pour l'améliorer.

## 35 heures à la SNCF

# LES CONTREVÉRITÉS DE LA DIRECTION

Dans une interview parue dans le quotidien *Les Echos* du 26 avril, Louis Gallois, président de la SNCF, affirme un certain nombre de contre-vérités à propos de la mise en place des 35 heures dans la société qu'il préside.

Il déclare en particulier à propos du personnel roulant (agents de conduite et contrôleurs) qu'ils sont déjà à 35 heures et que « *nous leur avons donc proposé des jours de repos supplémentaires en contrepartie d'une hausse limitée (16 minutes) de l'amplitude de travail journalière* ». En fait, ces cheminots ainsi que ceux travaillant en 3×8 font 36 heures hebdomadaires depuis 1984. A l'époque, les roulants avaient vu leur nombre de jours de repos passer de 104 à 110 par an et la durée moyenne journalière de travail effectif, calculée sur trois semaines de travail, avait été fixée à 7 h 30 maximum et ne devait en aucun cas dépasser 7 h 46 sur six mois. Telle est la base à partir de laquelle les roulements sont encore établis aujourd'hui. Avec le projet actuel de la direction, la durée moyenne journalière passerait à 8 h 15 sur trois semaines de travail... Comme on peut le constater, la « *hausse de l'amplitude de travail journalière* » n'est pas aussi « *limitée* » que Gallois voudrait le faire croire.

Quant au nombre de repos, ils passeraient annuellement de 110 à 126, mais en incluant sept repos dits « globalisés » qui ne seraient plus assortis d'une prime comme auparavant et entraîneraient donc une perte de salaire.

En fait, à l'issue de tous les calculs compliqués mis en place par la direction SNCF et le gouvernement, la flexibilité sera aggravée pour tous les cheminots, et pour les roulants en particulier, car Gallois n'envisage d'augmenter que très peu les effectifs pour attribuer les jours de repos supplémentaires qu'il annonce.

Le syndicat autonome des agents de conduite, la FGAAC, a lancé un appel national à la grève contre le contenu de l'accord. Mais, pour le moment, la FGAAC pas plus que la CGT et la CFDT ne proposent à l'ensemble des cheminots une véritable riposte au projet en cours. Car il y aurait quand même une autre façon d'appliquer les 35 heures, en imposant l'embauche d'au moins 36 500 travailleurs, ce que les syndicats ont établi comme étant le minimum nécessaire pour que le service public fonctionne correctement, au lieu des 23 500 à 25 000 sur deux ans annoncés en grande pompe par Gallois.

Mais les cheminots n'ont pas encore dit leur mot, même si tous sont parfaitement conscients que l'accord ne contient rien qui leur soit vraiment favorable. Et si certains syndicats se préparent à signer, les cheminots, eux, n'attendront pas nécessairement la mise en application du contenu de l'accord, le 1er janvier 2000, pour faire connaître leur façon de penser.

**Correspondant LO**

## Gare de l'Est (Paris)

# SATISFACTION POUR LES NETTOYEURS !

Mardi 27 avril, les nettoyeurs de la Gare de l'Est à Paris, employés de la société Sud-Service, filiale du groupe Nicollin, poursuivaient leur grève commencée le 12 avril. Ils revendiquent entre autres de bénéficier de l'application de la convention Manutention ferroviaire, d'être affiliés à une caisse de congés payés, d'obtenir une régularisation salariale par le paiement de primes et d'heures travaillées dues, ainsi que l'amélioration des conditions de travail.

Avec le soutien de certains syndicats de cheminots, les grévistes se sont adressés à la direction de la SNCF, responsable en grande partie de leur situation. Elle aurait tout à fait les moyens d'imposer à la société Sud-Service d'obtempérer aux demandes de régularisation des grévistes. Car c'est elle le vrai patron de toutes ces entreprises de nettoyage, elle qui passe des contrats de sous-traitance, et pas seulement à la Gare de l'Est, avec celles qui lui offrent les meilleurs tarifs. C'est dire que lesdites entreprises, pour obtenir le marché avec la SNCF, rognent sur tout, et avant tout sur les salaires et les conditions de travail imposées aux nettoyeurs.

Les nettoyeurs exécutent un travail indispensable au bon fonctionnement de la SNCF, de ses gares, de ses trains, de ses équipements. Tous les voyageurs qui ont dû, ces jours-ci, passer par la Gare de l'Est ont pu s'en rendre compte en marchant sur un sol jonché de déchets tout en évitant les tas d'ordures. Mais pour faire ce travail ingrat et pénible, les nettoyeurs, qui sont souvent des travailleurs immigrés, sont mal traités et mal payés, avec la complicité la plus évidente de la direction SNCF.

Sud-Service n'est pas la première entreprise de nettoyage ferroviaire dans laquelle les travailleurs engagent la lutte, souvent avec l'appui et la solidarité des cheminots, souvent avec succès, contre les conditions de salaire et de travail qui leur sont imposées. Sud-Service aussi doit céder et donner entière satisfaction aux nettoyeurs !

**L. P.**

## Peugeot – Mulhouse

# EN ATTENDANT LES 35 HEURES SAUCE FOLZ-AUBRY, LES 6X4 ET VSD

**À Peugeot Mulhouse, on fabrique la 206. Pour faire face à l'augmentation des commandes, la direction veut passer de 7 500 à 9 000 voitures par semaine. Pour cela, elle pourrait construire une nouvelle ligne de montage, installer des machines supplémentaires. Mais non, elle veut tout le bénéfice : ne rien investir et faire tourner les mêmes installations plus longtemps. C'est la vie de 10 400 salariés et d'au moins 1 500 intérimaires qui va en prendre un coup.**

À partir du 3 mai et théoriquement jusqu'en septembre, les ouvriers jusque-là en 2x8 travailleront soit en VSD (vendredi-samedi-dimanche), soit en horaires 6x4 (6 jours du matin, 4 d'après-midi). Pour faire face au besoin supplémentaire de personnel pour cette nouvelle équipe VSD, Peugeot embauche à tour de bras plusieurs centaines d'intérimaires, ce qui permettra de s'en débarrasser si Peugeot décide d'arrêter le VSD quand les commandes diminueront.

Depuis quelques semaines, on voit arriver un grand nombre d'intérimaires. Combien sont-ils ? Comme pour les embauches, les chiffres sont fantaisistes. La presse, la direction parlent de 1 200 embauches, puis 800 ou 1 500. Impossible de savoir combien sont actuellement sur le site, et s'il s'agit de l'embauche de nouveaux intérimaires ou, également, de l'embauche en contrats à durée indéterminée d'intérimaires plus anciens. D'ailleurs, dans certains ateliers, les nouveaux arrivés en intérim se voient remettre des bleus à leur nom, ce qui ne s'était jamais vu (ça aurait coûté bien trop cher à Peugeot !).

En tout cas, tous ces jeunes intérimaires, qui ne sont pas habitués à se laisser faire et à tout accepter, apportent un regard neuf, et qui met une meilleure ambiance. Sans compter que la sélection rigoureuse de Peugeot à l'entrée en prend un sacré coup. On voit arriver de nombreuses jeunes filles en Carrosserie, alors que Peugeot n'a pas l'habitude d'y prendre de femmes, et cela crée une certaine effervescence ! Et puis les nouveaux intérimaires, c'est aussi des jeunes des quartiers, à casquette ou à boucle d'oreille, et les chefs arrivent paniqués : « J'suis pas éducateur, moi, je sais pas comment faire ». Les plus anciens s'en amusent. Étant donné l'affluence brutale de ces jeunes, les embauchés discutent tout à coup des pratiques honteuses de la direction. Par exemple, le fait qu'à l'embauche en intérim, le carnet de santé soit exigé.

Les intérimaires, ce sont aussi des jeunes qui quittent tout, leur région, parfois leur femme, leurs enfants, pour une mission ici, où on leur fera miroiter l'embauche. Alors que bien souvent, au bout de 18 mois, on les change de tournée pour mettre fin discrètement à leur mission sans créer d'émotion.

Pourtant, il faut en vouloir pour rester : les horaires sont déments. Les camarades en VSD travailleront le vendredi et le samedi de 11h48 à 21h25, soit des journées de 9h37 (une heure de pause comprise). Le dimanche sera travaillé, de nuit de 21h30 à 5h06 avec 27 minutes de pause seulement.

L'horaire en 6x4, qui concerne la majorité, c'est une semaine de six matins suivie d'une semaine de quatre après-midi. Comme « compensation salariale », une miette : 500 F brut. L'augmentation générale qu'ils nous ont annoncée dernièrement reflète le même mépris : 0,6 %. Les quatre premiers matins de la semaine, la chaîne démarre à 5h06, le travail dure jusqu'à 13h18 ; le vendredi et le samedi, jusqu'à 11h48. Ces deux jours-là, nos pauses casse-croûte sont « rejetées en fin de poste » : une façon hypocrite de dire qu'elles sont purement et simplement supprimées.

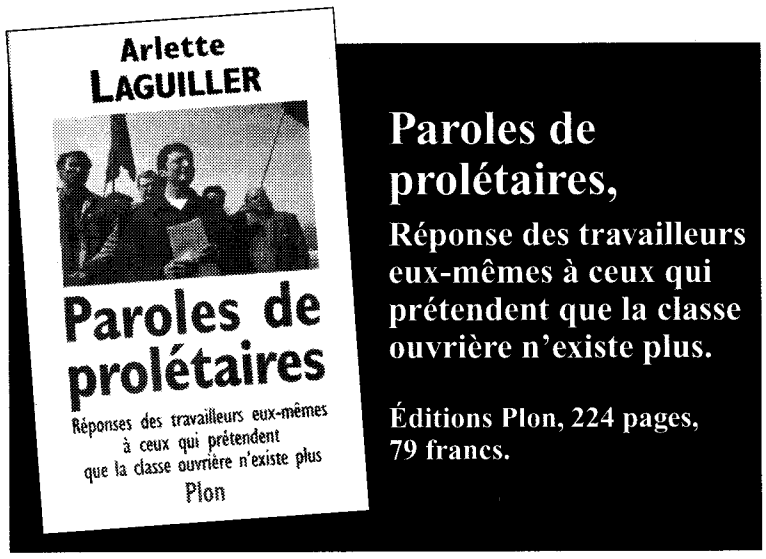
Les 6x4, ça signifie entre autres que la semaine du matin, le samedi sera obligatoire, donc pas payé en « heures sup ». Beaucoup de camarades acceptaient de travailler le samedi matin, mais ces samedis étaient payés en « heures sup » et surtout, ils n'étaient pas en « horaire affiché », même s'il était difficile de les refuser.

Ces jours-ci, avant même que ne démarrent les nouveaux horaires, les chefs viennent nous démarcher : ils veulent savoir qui est prêt à venir travailler… le vendredi après-midi, en « heures sup. », de 11h45 à 21h25. À ceux qui parlent de la fatique due aux 6 matins de la semaine précédente, ils répondent : « *9h37 payées en heures sup., ça ne fait pas de mal au porte-monnaie* ». Ou bien carrément : « *De toutes les façons, en ce moment vous êtes déjà en 5x6, alors…* » car, depuis des années, presque tous les samedis sont travaillés. Malgré ces arguments massues, beaucoup refusent. Les 6x4, la direction les a voulus, à elle de se débrouiller.

La mise en place des 6x4 et VSD préoccupe suffisamment pour faire oublier qu'ils doivent être remplacés en septembre par les soi-disant 35 heures. Ces « 35 heures », c'est en fait 36h45 qui, outre la flexibilité et l'annualisation sur 3 ans, vont peut-être introduire une équipe de production de nuit en Carrosserie, soit une nouvelle aggravation des conditions de travail.

Visiblement, Peugeot veut plein de voitures. Il a besoin de nous. Rien de tel pour donner confiance dans l'idée de les lui faire payer cher.

**Correspondant LO**




**Paroles de prolétaires,**

**Réponse des travailleurs eux-mêmes à ceux qui prétendent que la classe ouvrière n'existe plus.**

**Éditions Plon, 224 pages, 79 francs.**

ARC

*L'atelier des Presses à Poissy*

## Peugeot – Poissy

### Contre les samedis et les dimanches obligatoires

# DÉBRAYAGES AUX PRESSES

À l'usine Peugeot de Poissy, la direction a commencé, dans le cadre de l'application du plan Folz, à organiser des réunions avec les syndicats pour discuter des nouveaux horaires. C'est ainsi qu'elle a annoncé jeudi 15 avril ses « propositions » pour le secteur des Presses.

Près de 400 ouvriers travaillent aux Presses 24 heures sur 24, en deux équipes alternées sur quinze jours, une équipe de nuit dite équipe C et la maintenance, qui travaille aussi le week-end. Dans ce secteur, la direction demande en permanence des volontaires pour faire des heures supplémentaires, samedi, dimanche et même les jours fériés.

Aussi, quelle n'a pas été leur surprise lorsque, informés par la CGT, les travailleurs des Presses ont découvert que la direction envisage jusqu'à 28 samedis obligatoires en équipes alternées et 16 dimanches pour l'équipe C. De plus elle décide que la prise de travail se fera 45 minutes plus tôt, soit le matin à 6h15 au lieu de 7 h.

« Trop, c'est trop, on ne peut pas accepter ça ! » se sont dit un certain nombre de travailleurs remontés contre la direction. Alors, à l'initiative de militants CGT, vendredi 16, des réunions se sont organisées dans les équipes de jour, regroupant à chaque fois plusieurs dizaines de participants pendant la pause. Celle du soir s'est prolongée et a duré 45 minutes au lieu des 10 réglementaires. Ce fut le premier débrayage. Une pétition fut décidée. Et mardi 20, l'équipe C, commençant le lundi soir, a arrêté le travail une heure de 6 à 7 en fin de poste. Entre-temps, 324 travailleurs sur 400 avaient signé la pétition.

Suite à ces réactions, la direction fait mine de reculer. Elle propose de réduire le nombre de samedis et dimanches travaillés en période dite haute, tout en exerçant un chantage grossier. Elle propose par exemple, pour l'équipe C, neuf dimanches travaillés (et peut-être moins) au lieu de seize, mais à condition de rallonger la nuit du vendredi qui commencerait à 21h09 pour finir le samedi à 6h20, 6h45 ou plus, et leur supprime le repas du lundi au jeudi.

La réponse, aux Presses, n'a pas tardé. Jeudi 22 avril, à plus de 100 sur 130, l'équipe du soir, réunie sur le temps de repas, a débrayé 3h30 jusqu'à la fin du poste.

À ce jour, chaque équipe a débrayé une fois, de manière inégale et à des jours différents. Mais pour beaucoup aux Presses, secteur où il y a beaucoup de jeunes, c'est un premier débrayage. Ils ont exprimé leur refus des horaires de la direction malgré les pressions de toutes sortes des chefs présents dans l'atelier.

Il faut noter que, 12 jours après le premier débrayage, aucun syndicat n'avait encore informé le reste de l'usine sur ce qui se passe aux Presses. Nous sommes plus de 8 000 à Poissy et nous sommes tous concernés, sous une forme ou une autre, par les horaires flexibles et la menace des samedis obligatoires. Il faut que la direction recule aux Presses et dans toute l'usine.

**Correspondant LO**

## La Soudure Moderne
(Argentan – Orne)

# TROIS SEMAINES DE GRÈVE

Depuis le 2 avril à Argentan, les 140 ouvriers de la Soudure Moderne sont en grève. Cette usine, qui fait partie du groupe DSL, exploitant cinq autres sites, produit des pièces d'engins de travaux publics.

Depuis un certain temps, la direction prétend que l'usine est en difficulté et elle se sert de cela pour justifier le recours au chômage technique. Dernièrement, elle avait annoncé neuf licenciements économiques, en laissant planer le doute sur les noms des licenciés.

C'est vendredi 2 avril, veille du week-end de Pâques, que les lettres de licenciement sont arrivées. Les neuf travailleurs concernés avaient tous entre 35 et 45 ans, et au moins dix ans d'ancienneté dans l'usine. Ajoutant encore à la provocation, le directeur était passé le matin même faire le tour des ateliers, en compagnie d'un actionnaire du groupe. Mais cette fois leur arrogance a fait déborder la coupe et la totalité des ouvriers a cessé le travail.

Il faut dire que, depuis un certain temps, la direction augmente la pression sur les travailleurs par tous les moyens. Avec l'arrivée de ce directeur, qui est aussi actionnaire du groupe, cela a encore empiré, ce monsieur ayant visiblement assez de temps libre pour être régulièrement sur le dos des ouvriers et stimulant les chefs pour qu'ils fassent la chasse aux temps morts. C'est ainsi qu'il est devenu fréquent de recevoir des remarques en allant aux toilettes. Il arrive aussi de voir les chefs à trois, chronomètre en main, surveiller un ouvrier sur son poste de travail.

Il est clair que, pour ce directeur et les autres actionnaires du groupe, les ouvriers ne sont là que pour suer du profit et que les licenciements ont pour but de remplacer des ouvriers ayant de l'ancienneté par des jeunes payés au SMIC, plus disponibles et pour lesquels le groupe touchera des subventions. Le mardi suivant Pâques, les grévistes ont d'ailleurs vu arriver aux portes un jeune chercheur d'emploi qui avait été convoqué pour un entretien ! Cette politique est d'autant plus choquante qu'un certain nombre de travailleurs ayant dépassé la cinquantaine se voient refuser le départ en préretraite, trop cher au goût des patrons.

C'est ce mépris et cette arrogance qui ont déterminé les ouvriers à maintenir leur grève depuis trois semaines, à bloquer l'usine, à aller manifester plusieurs fois à Argentan, à la préfecture, et à ne pas hésiter à perturber un peu les cérémonies officielles. Ils sont ainsi allés à une cinquantaine inaugurer eux-mêmes la foire d'Argentan, munis d'une paire de ciseaux géants fabriquée pour la circonstance, coupant eux-mêmes le ruban d'inauguration sous les yeux du maire et du préfet !

Les ouvriers de la Soudure ont pu constater la solidarité de la population, des petits commerçants, dans cette ville qui a récemment subi la fermeture de Moulinex et où les patrons continuent à licencier, notamment Valfond, une autre entreprise de métallurgie qui a voulu licencier neuf travailleurs à la suite d'une grève. Les choix des patrons de la Soudure Moderne sont d'autant plus scandaleux que cette usine, comme bien d'autres de la région, ne s'est pas privée d'empocher des subventions publiques, notamment une subvention de 600 000 F lors de la fermeture de Moulinex, et un prêt d'un million de francs au titre bien sûr de la défense de l'emploi !

Au bout d'environ une semaine de grève, la direction a annoncé que les neuf n'étaient plus « licenciés économiques ». Mais les travailleurs veulent d'autres garanties, et notamment l'engagement écrit qu'il n'y aura pas de sanctions contre des grévistes. Le directeur, qui refusait toute discussion en prétendant avoir le soutien d'une majorité des ouvriers, a pu mesurer sa popularité lors d'un vote à bulletins secrets mardi 20 avril : plus de 110 ouvriers étaient présents et la démission du directeur a été demandée à 97 % des voix !

La politique de la direction est d'essayer de mettre au compte de la grève les prétendues difficultés de l'usine. Mais les ouvriers ne sont pas dupes, car cela fait longtemps qu'elle se dit près de la faillite, sans bien sûr leur faire état des comptes du groupe DSL. Le Tribunal du Commerce devait rendre un verdict mardi 27 avril sur la mise ou non en cessation de paiement de l'usine, et les grévistes attendaient cette échéance pour se décider quant à la poursuite de leur mouvement.

Les ouvriers de la Soudure Moderne ont en tout cas imposé un recul à la direction, et ils lui ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire sans riposter.

## IBM Corbeil

# PLUS DE 1 000 EMPLOIS SUPPRIMÉS

**IBM a annoncé un plan de 1 155 suppressions d'emplois sur son usine de Corbeil, qui emploie près de 3000 personnes. Motif : la fabrication des composants électroniques, qui s'effectue à Corbeil, ne serait pas assez rentable.**

**Quelques jours avant, IBM venait d'annoncer un résultat trimestriel record en hausse de 42 % par rapport à l'an passé, soit 1,47 milliard de dollars – 8,82 milliards de francs – de profits... en trois mois. De quoi payer 31 ans de salaires à 10000 francs net par mois, charges comprises, à au moins 1 200 travailleurs.**

## Pour le plus grand profit des trusts

# DES FACTURES D'EAU DE PLUS EN PLUS SALÉES

**Plusieurs dizaines d'associations d'usagers de l'eau organisaient une journée d'actions le 24 avril afin de protester contre les abus qui ont lieu en matière de distribution d'eau. Elles mettent en avant en particulier l'augmentation énorme des factures : plus de 10 % d'augmentation par an depuis 1990 pour une inflation qui avoisine officiellement les 2 %. Le prix au mètre cube est ainsi passé de moins de 9 francs en moyenne en 1990 à 17 francs aujourd'hui.**

**Ces associations dénoncent la mainmise croissante sur la distribution de l'eau des trusts privés, qui ont fait exploser les prix. En effet, la part du secteur privé est passée dans ce domaine de 31 % en 1954 à 75 % en 1991. Trois grands groupes se partagent l'essentiel du marché : Vivendi (ex-Générale des Eaux), la Lyonnaise des Eaux et, pour une plus petite part, la Saur-Cise (filiale de Bouygues). En obtenant ainsi progressivement, dans maints endroits en France, un quasi-monopole sur la distribution de l'eau, ces sociétés ont pu faire flamber les factures des usagers et réaliser d'énormes profits.**

**Cette masse de capitaux colossale leur a permis d'étendre leur activité partout dans le monde, et de se diversifier dans d'autres secteurs d'activités. Vivendi a ainsi réalisé 7,4 milliards de francs de bénéfice net en 1998, en hausse de 36 % par rapport à 1997. Le traitement et la distribution de l'eau n'interviennent plus que pour 38 % dans ce résultat (soit tout de même 2,8 milliards de francs). Ces dernières années, le groupe a pu absorber Havas, devenant un géant des médias, racheter une société américaine d'électricité GPU, et tout dernièrement US Filter, le numéro un américain du traitement des eaux. Au total, plus de 80 milliards de francs ont été déboursés dans cette frénésie de rachats.**

**La Lyonnaise des Eaux n'est pas en reste avec 6,6 milliards de francs de profits en 1998, en hausse de 64,3 % par rapport à l'an dernier. Et son président se déclare *« capable d'investir 50 milliards de francs par an, pendant les quatre ans à venir »*.**

**Ces chiffres montrent à quel point les trusts de l'eau ont pu s'enrichir sur le dos de toute la société, avec l'entière complicité des gouvernements et collectivités locales qui les laissent s'emparer de l'exploitation de l'eau, indispensable à tous, afin de se bâtir de véritables empires financiers.**

**P. B.**

# La loi des huit heures

# LA VAGUE GRÉVISTE DU PRINTEMPS 1919

Grève des terrassiers du métro en 1918

ARC

**Quand le gouvernement Clemenceau avait fait voter la loi des huit heures en avril 1919, son souci était que l'effervescence régnant alors parmi les travailleurs ne se transforme pas en une lutte pour l'expropriation de la bourgeoisie, comme cela venait de se produire en Russie puis en Allemagne et en Hongrie (voir *Lutte Ouvrière* du 16/4/1999).**

**Après la carotte, le bâton n'allait pas tarder puisque le gouvernement interdit et réprima la manifestation gréviste du 1er mai 1919 qui mettait en avant la lutte pour l'application des huit heures. Deux travailleurs furent tués et il y eut de nombreux blessés.**

## La multiplication des grèves

Une vague de grèves éclata, portant essentiellement sur les salaires rognés par la forte hausse des prix, les conditions de travail et les règlements d'atelier et la non-application de la loi des huit heures. Celle-ci prévoyait en effet que la baisse du temps de travail s'effectue sans baisse de salaire. Mais les conditions et les délais d'application étaient renvoyés à des règlements à négocier entre patronat et syndicats, «*par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou par région*».

Dans la Métallurgie, l'organisation patronale s'était empressée de négocier un accord sur les huit heures avec la CGT (syndicat dirigé à l'époque par des socialistes réformistes). La journée devait passer de dix à huit heures, six jours par semaine, sans diminution de salaire, à partir du 1er juin 1919.

Ce texte approuvé par la fédération CGT acceptait, en termes à peine voilés, un accroissement de la charge de travail, en spécifiant que les travailleurs devraient «*s'adapter aux méthodes rationnelles de travail pour que la production retrouve rapidement un équilibre indispensable au bien-être général*».

Le 24 mai, un accord complémentaire venait d'être conclu quand des militants arrivèrent au siège patronal déposer leurs exigences qui, sur la question des salaires, constituaient un désaveu de la direction de leur syndicat.

C'est que, pour beaucoup d'ouvriers de la Métallurgie, payés en grande partie aux pièces, la loi des huit heures ne se traduisait ni par une diminution effective de la journée de travail ni par une augmentation substantielle des salaires. Pour y parvenir, il fallait que les salaires dépendent le moins possible du nombre de pièces fabriquées, et que la partie fixe soit fortement relevée. C'est ce que revendiquèrent les métallos parisiens.

Ils précisèrent du même coup que la hausse devait gommer l'inégalité avec les salaires féminins et être établie sur la base hebdomadaire de cinq journées de huit heures, plus quatre heures le samedi, au lieu de six journées de huit heures comme le prévoyait l'accord. Le patronat n'ayant pas cédé à la date du 1er juin, des assemblées générales votèrent la grève.

Les 3 et 4 juin, tandis qu'une grève dans la Chimie s'étendait, les transports parisiens furent touchés à leur tour. Dans le métro, le syndicat voulait faire accepter aux travailleurs un accord renonçant à l'augmentation des salaires demandée. La grève fut décidée et des milliers de travailleurs huèrent les dirigeants syndicaux.

Parmi les travailleurs des trolleybus et des tramways aussi, les dirigeants syndicaux furent conspués quand ils annoncèrent le contrat qu'ils avaient signé avec les compagnies pour l'application de la loi des huit heures. Ceux des ateliers de Champerret à Paris décrochèrent les perches des trolleys, se rendirent de dépôt en dépôt pour étendre le mouvement.

Pendant ce temps, la grève des métallos continuait, «*les lieux de réunions virent déferler de véritables vagues humaines, un chiffre presque incalculable de grévistes*», notait le journal du syndicat. Alors que les treize syndicats des métallurgistes parisiens comptaient 12 000 adhérents, 80 000 nouvelles cartes furent délivrées pendant la grève. Cependant, le patronat recula peu; du coup, la grève le 1er juillet fut ressentie comme un échec, faute d'une direction syndicale déterminée.

Chez les mineurs, les objectifs étaient à la fois une augmentation de salaire et l'application des huit heures. A la reprise du travail, le 23 juin, ils avaient notamment obtenu que, si la première cage descendait à 5 h 30, la dernière soit remontée à 13 h 30.

La grève avait touché aussi 30 000 tisseurs dans la région de Rouen et, surtout en région parisienne, les peintres en bâtiment, les employés de commerce, les employés de banque et même les garçons de café.

## Chez les cheminots

Les cheminots ne se mirent pas en grève à ce moment-là malgré une assemblée générale qui en avait voté le principe. Cependant, des conflits localisés éclataient, comme le rapportait *La Vie ouvrière* du 9 juillet, l'hebdomadaire de la minorité révolutionnaire de la CGT. En se mettant en grève, 1 200 cheminots avaient obligé la direction à annuler l'incorporation sous les drapeaux d'un militant connu pour son opposition à l'intervention en Russie.

Un an plus tard, le 30 avril 1920, la fédération des cheminots, où l'influence des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes était importante, appela à la grève générale des chemins de fer. Celle-ci fut rejointe par bien d'autres secteurs. Mais la direction confédérale de la CGT réformiste qui s'était fait forcer la main pour appeler à la grève dans les chemins de fer, s'employa à empêcher la coordination d'une grève générale. Puis elle donna l'ordre de reprise du travail aux salariés des autres branches, engagés dans la lutte aux côtés des cheminots. Ceux-ci continuèrent seuls encore une semaine. La fin de la grève, le 29 mai, se solda par une répression très dure, avec la révocation de quelque 20 000 cheminots.

Les directions réformistes de la CGT et du Parti Socialiste mirent tout leur poids pour affaiblir et désorienter les grévistes d'après-guerre, tandis que les révolutionnaires ne parvinrent pas à constituer une direction expérimentée capable de faire face aux réformistes. Ainsi, la vague de grèves de l'après-guerre se brisa contre la résistance de la bourgeoisie.

## Résistance patronale

La bourgeoisie, sentant le danger révolutionnaire s'éloigner, reprit l'offensive pour faire baisser les salaires et remettre en cause la loi des huit heures, qualifiée de «loi de circonstance».

Des défenseurs de la cause patronale soulignaient cependant qu'il était possible de s'accommoder de la loi des huit heures : il fallait prendre en compte, conformément au texte de la loi, le temps de travail «effectif», c'est-à-dire «*le temps pendant lequel l'ouvrier est à la disposition du patron pour un travail quelconque et non la durée de sa présence à l'établissement*» précisait un inspecteur du travail de l'époque, qui ajoutait qu'en général, «*le séjour au vestiaire, au lavabo, n'est pas compté comme temps de travail*». De plus, le texte de loi ouvrait la porte à la flexibilité des horaires sur l'année. Il prévoyait aussi que des dérogations temporaires ou même permanentes puissent être accordées. Un décret du 9 août 1920, introduisait la possibilité de 100 heures supplémentaires par an avec simple avis préalable de l'inspecteur du travail.

Il faudra attendre 1936 pour que la bourgeoisie, craignant de nouveau la vague gréviste, se résigne à accorder une diminution du temps de travail. Alors que les accords Matignon, signés au début de la grève, n'abordaient pas cette question, la loi du 21 juin 1936, votée en catastrophe par le Parlement, face à la continuation des luttes ouvrières, fixa un maximum de 40 heures par semaine.

A chaque fois que le patronat s'est senti menacé d'expropriation, les réformes sont «miraculeusement» devenues possibles, du moins celles qui visent à améliorer la situation des travailleurs et non pas à les aggraver.

**Jean SANDAY**

# Dans trois semaines, la Fête de Lutte Ouvrière!

## Samedi 22, dimanche 23 et lundi 24 mai à Presles (Val d'Oise)

Une nouvelle fois, cette année, dans le cadre de verdure de Presles, la fête de Lutte Ouvrière accueillera toutes celles et tous ceux qui souhaitent venir prendre avec nous un grand bol de liberté, de fraternité, d'espoir aussi dans des luttes futures de la classe ouvrière et de tous les exploités, seules capables de changer de fond en comble cette société d'injustice.

Notre fête se déroulera en pleine campagne pour les élections européennes, dans lesquelles nous présentons une liste commune avec la Ligue Communiste Révolutionnaire. Ces élections sont pour nous l'occasion de défendre le plus largement possible les idées que nous savons être importantes pour l'avenir. Car pour arrêter la montée de la misère d'un côté et l'accumulation de richesses de l'autre, pour mettre fin à cette catastrophe sociale que représente aujourd'hui le chômage, il faudra s'en prendre directement aux patrons, aux capitalistes. Il faudra interdire les licenciements et réquisitionner les grandes entreprises qui les pratiquent tout en annonçant des milliards de profits ; il faudra abolir le secret bancaire et commercial et aller voir dans les comptes des sociétés où passe l'argent amassé grâce à l'exploitation des travailleurs afin de l'utiliser pour créer immédiatement les dizaines de milliers d'emplois qui manquent aujourd'hui dans tous les services publics, en particulier. Voilà ce que nous voulons dire et populariser à l'occasion de ces prochaines élections européennes.

Pour nous, le communisme reste l'avenir du monde, le seul avenir civilisé pour l'humanité. Au moment où on parle de l'Europe et où la guerre ravage toute une partie des pays de cette région du monde, notre fête est placée sous le signe de l'internationalisme prolétarien et sous celui du droit des peuples, de tous les peuples, à disposer d'eux-mêmes.

Ces trois jours sont donc l'occasion d'un grand rassemblement politique. Mais ils restent aussi trois jours de fête, décontractée et joyeuse, où le divertissement, la musique, les jeux, la gastronomie, sont les rois. Au fil des allées et des centaines de stands, chacun pourra trouver le spectacle et la dégustation de son goût, suivre ou pas le débat sur le sujet de son choix, visiter les expositions scientifiques, politiques, faire son plein de livres à découvrir, voir tous les films qu'il n'a pas eu le temps de voir et applaudir les artistes qui seront parmi nous.

Alors dès à présent, réservez vos trois jours ! A l'intérieur de la fête, tous les spectacles sont gratuits et ce qui ne peut être autrement que payant, l'est à des prix les plus économiques possibles.

## AU PROGRAMME

### • GRAND PODIUM •

**Samedi 22 mai**

**Les PAPARASITES** Chansons françaises revisitées

**LAS PATATAS ESPANTADAS** Quintet latino-ragga-musette

**CHANSON PLUS BIFLUORÉE**
Spectacle d'humour et de parodies

**Dimanche 23 mai**

**ERICK MANANA** Chanteur malgache

**PIERRE PERRET**
dans son nouveau tour de chant

**Richard GALLIANO - Michel PORTAL DUO**
Jazz

**P18** Collectif franco-cubain

**Lundi 24 mai**

**Anne PEKOSLAWSKA**
Spectacle de chansons «Tout feu, tout femme»

**IDIR** Chansons kabyles

**L'ANGE VERT** Rock celtique

### • THÉATRE DE VERDURE •

**NEW DECLIC** Zouk

**CHERIBIM** Musique yiddish et des Balkans

**B-CARMEN** Blues et rock

**LA BANDE A BONO** Jazz-funk

**TRI LUERN GLAZ** Trad-rock celtique

**JO LIQUEUR ET SES BIBINES**
Ragga-rock-musette

**FREDERICK STEENBRINK**
Chanson française

**LOUIS et LES COTON-TIGES**
Chansons de cabaret

**CHEVANCE** Chansons rock acoustiques

**RICKY NORTON** Rock'n roll années 50-60

**PUR MELANGE** Rock ethnique

### • CABARET •

**CHANSONS FIN DE SIECLE**
Variations pour voix et piano sur le thème d'Yvette Guilbert

**DE BARALLON** Blues français

**BLEU CERISE**
Chansons bigarrées à l'eau de vie

### également parmi nous pour animer la fête

**LA COMPAGNIE JOLIE MÔME**
«Rouge cœur», un siècle d'histoire en chansons

**JACQUES THIERREE et MICHELINE**
les troubadours de Barbarie

## LA FÊTE SERA OUVERTE

Samedi 22 mai de 12 heures à 23 heures, puis sans interruption, du dimanche 23 mai à 8 heures au lundi 24 mai à 20 heures.

Du dimanche soir au lundi matin, on dansera toute la nuit sur de la musique enregistrée.

## Achetez vite votre carte d'entrée

La carte d'entrée coûte 70 F sur place pour les trois jours, et 60 F pour une seule journée. Mais si vous l'achetez à l'avance auprès de nos militants ou en écrivant à l'adresse de notre journal, vous la paierez 45 F seulement.

**20 % DE REDUCTION AVEC LES BONS D'ACHAT QUE VOUS ACHETEZ D'AVANCE**

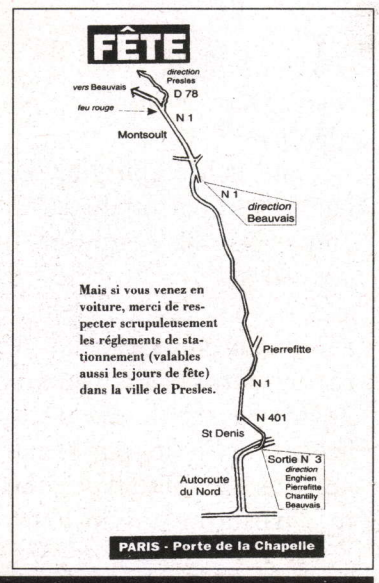
Si vous achetez à l'avance, auprès de nos militants ou en nous écrivant, des bons d'achat vendus 8 F, ils vous donneront un pouvoir d'achat de 10 F dans la fête. A ne pas manquer.

Voici l'adresse de notre journal où vous pouvez adresser vos commandes :
LUTTE OUVRIERE – BP 233
75865 PARIS CEDEX 18
Chèques : à l'ordre de LUTTE OUVRIERE

## POUR VOUS RENDRE À LA FÊTE DEPUIS PARIS

Service de cars gratuits à la Porte de la Chapelle (départ toutes les 20 minutes). Premier départ le samedi 22 mai à 11 heures, le dimanche 23 mai et le lundi 24 mai à 8 heures.

Trains payants de la Gare du Nord à la gare de Presles (à 900 mètres de la fête).




## FÊTE de LUTTE OUVRIÈRE DE MARSEILLE

**Dimanche 9 mai à partir de 11 h 30**
**Parc de Valabre à GARDANNE**
**A partir de 11 heures, navette gratuite depuis la gare routière de Marseille-Saint-Charles et la gare de Gardanne**

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995